



Investir dans les populations rurales

## République de Madagascar

---

### **Projet d'Appui au Développement de Menabe et Melaky Phase 2 (AD2M II)**

### **Rapport de supervision**

Rapport principal, appendices et annexes

Dates de la mission: du 12 au 24 mars 2017

Date du document: 28/03/2017

No. du Projet: 2000000850

No. du rapport: 4421-MG

Division Afrique orientale et australe  
Département gestion des programmes



## Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	1
C. Produits et effets	3
D. État d'avancement de l'exécution du projet	6
E. Aspects fiduciaires	7
F. Durabilité	9
G. Autres	9
H. Conclusion	10

## Liste des tableaux

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds	25
Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante	25
Tableau 5C1: Décaissements du prêt du FIDA	26
Tableau 5C2: Décaissements de Don ASAP	26
Tableau 5C3: Décaissements du Prêt OFID	26

## Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	11
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	15
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	17
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	19
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	25
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	27
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	29

## Annexes

Annexe 1: Documents Administratif et Financier	31
Annexe 2: Evaluation de la Gestion Financière	37

## Sigles et acronymes

AA	Agents d'Appui
AC	Agriculture de conservation
ACRIF	Agents des Centres de Ressources et d'Informations Foncières
ACSA	Agents Communautaires de la Santé Animale
AEL	Association d'éleveurs
AD2M	Appui au Développement du Menabe et du Melaky
AF	Agent Foncier
AG	Assemblée Générale
AGF	Agents des Guichets Fonciers
ANCOS	Agence National de Contrôle Officiel des Semences et plants
AOOI	Appel d'Offres Ouvert International
AOON	Appel d'Offres Ouvert National
AOP	Appui à l'Organisation des Producteurs
APD	Avant-Projet Détaillé
APMF	Agence Portuaire Maritime et Fluvial
ASAP	Adaptation for Smallholder Agriculture Program
AUC	Association des usagers de Canots
AUE	Association des Usagers de l'Eau
AUP	Association des Usagers de Piste
BE	Bureau d'Etude
BS	Bureau Spécialisé
CAAL	Chargé des affaires administratives et logistiques
CAE	Crédit avec Education
CALAT	Cellule d'Appui à la Lutte Antiacridienne Terrestre
CAPFIDA	Cellule d'Appui au Programme FIDA
CC	Changement Climatique
CCC	Chargé de changement climatique
CCD	Conseil Communal pour le Développement
CC-RF	Cellule de coordination de la Réforme foncière
CECAM	Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel
CEFFEL	Conseil Expérimentation Formation en Fruits Et Légumes
CEP	Champs Ecoles Paysans
CF	Certificat Foncier
CFAMA	Centre de Formation et d'Application en Mécanisation Agricole
CIR	Cellule Infrastructure Rurale
CIRAD	Centre International de Recherches Agronomiques pour le Développement
CIRDA	Circonscription du Développement de l'Agriculture
CMVA	Chargé de mise en valeur agricole
CNFI	Coordination Nationale de la Finance Inclusive
CNP	Comité National de Pilotage
COGEPEC	Comité de Gestion des Périmètres d'Epandage des Crues
COI	Commission de l'Océan Indien
COSOP	Country Strategic Opportunities Programme (Programme d'options stratégiques pour le pays)
CPM	Country Program Manager

CR	Commune Rurale
CRAT	Comité Régional d'Aménagement du Territoire
CRIF	Centre de Ressource et d'Information Foncière
CRL	Comité de Reconnaissance Locale
CROA	Comité Régional d'Orientation et d'Allocation
CROS	Comité Régional d'Orientation et de Suivi
CRTF	Comité de Révision des Textes Fonciers
CS	Canal Secondaire
CSA	Centre de Services Agricoles
DAO	Dossiers d'Appel d'Offres
DGM	Direction Générale de la Météorologie
DGR	Direction du Génie Rural
DGSF	Direction Générale des Services Fonciers
DPI	Demande de Proposition Internationale
DPN	Demande de Proposition Nationale
DPV	Direction de la Protection des Végétaux
DRAE	Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage
DRAE	Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage
DREF	Direction Régionale de l'Environnement et des Forêts
DSF	Diagnostic Socio Foncier
DTI	Droits et Taxes d'Importation
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
EAF	Exploitation Agricole Familiale
EIE	Etude d'Impact Environnemental
EPiR	Equipe de Projet Inter Régional
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FAR	Formation Agricole et Rurale
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FITAME	Firaisantsoan'ny Tantsahan'i Menabe, une des deux OPR de la région
FOFIFA	Centre National de Recherche Appliquée au Développement Agricole
FORMAPROD	Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la production Agricole
FRDA	Fonds Régional de Développement Agricole
FTM	Foiben- Taosarintanin'i Madagasikara (Institut National de Géodésie et de Cartographie)
GCV	Grenier Commun Villageois
GDS	Groupe de défense Sanitaire
GF	Guichet Foncier
GFD	Gestion Foncière Décentralisée
GIZ	Coopération Internationale Allemande
GPI	Grand Périmètre Irrigué
GR	Génie Rural
GRS	Groupe Régional de Suivi (des activités foncières)
GSDM	Groupe de Semis Direct de Madagascar
GTDR	Groupe de Travail Régional pour le Développement Rural
IMF	Institution de Micro Finance
IR	Infrastructures Rurales
JMFR	Journée Mondiale des Femmes Rurales
LFI	Loi des Finances Initiales

LNTPB	Laboratoire Nationale des Travaux Publics et du Bâtiment
LPF	Lettre de Politique Foncière
M2PATE	Ministère auprès de la Présidence en charge des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement
MECIE	Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement
MGA	Malagasy Ariary (monnaie locale)
MGE	Manuel de Gestion et d'Entretien
MP	Microprojets
MPAE	Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Élevage
MPI	Micro Périmètre Irrigué
MPM	Manuel de Passation de Marchés
MVA	Mise en Valeur Agricole
NU	Nations Unies
OF	Observatoire du Foncier
OFID	OPEC Fund for International Development
OM	Opérateurs du Marché
ONE	Office Nationale pour l'Environnement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONGT	Organisation Non Gouvernementale de Terrain
ONN	Office National de Nutrition
OP	Organisation Paysanne
OPF	Organisation Paysanne Faîtière
OPR	Organisation Paysanne Régionale
ORN	Office Régional de Nutrition
OTS	Opérateurs Techniques Spécialisés
PADR	Plan d'Action pour le Développement Rural
PAPM	Plan d'acquisition et de passation de marchés
PAR	Portefeuille à Risque
PARECAM	Programme d'Appui à la Résilience à la Crise Alimentaire à Madagascar
PCD	Plan Communal de Développement
PEC	Périmètres d'Épandage des Crues
PFH	Plateforme Haricot
PI	Périmètre Irrigué
PIP	Programme d'Investissement Public
PLOF	Plan Local d'Occupation Foncière
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNF	Programme National Foncier
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPI	Petit Périmètre Irrigué
PPNT	Propriété Privée Non Titree
PPS	Paysans Multiplicateurs de Semences
PPT	Propriété Privée Titree
PRD	Plan Régional de Développement
PRDR	Programme Régional de Développement Rural
PROSPERER	Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies Régionales
PSAEP	Programme Sectoriel Agriculture, Elevage, Pêche

PTBA	Programme de Travail et de Budget Annuel
QC	(Sélection fondée sur les) Qualifications des Consultants
RAF	Responsable administratif et financier
RAOP	Responsable d'Appui à l'Organisation des Producteurs
RD	Recherche-Développement
RFC	Responsable finance et comptabilité
RN	Ressources Naturelles
RN	Route Nationale
RMP	Revue à Mi-Parcours
ROP	Responsable des opérations
ROR	Réseau des Observatoires Ruraux
RPE	Rapport de Pré Evaluation
RPI	Ressources Propres Internes
RSME	Rizièrre Sans Maîtrise d'Eau
SAC	Schéma d'Aménagement Communal
SCBD	Sélection dans le Cadre d'un Budget Déterminé
SE	Suivi Evaluation
SF	Services Fonciers
SFQ	Sélection Fondée sur la Qualité
SFQC	Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût
SIG	Système d'Information Géographique
SKD	Strategy and Knowledge Department (du FIDA)
SMC	Sélection au Moindre Coût
SNISE	Système National Intégré de Suivi Evaluation
SO	Socio-Organisateur
SRA	Système de Riziculture Améliorée
SRAT	Schéma Régional d'Aménagement du Territoire
SRI	Système de Riziculture Intensive
TA	Technicien Agricole
TT	Tranoben'ny Tantsaha ou Chambre d'Agriculture
TTR	Tranoben'ny Tantsaha Régionale (Chambre d'Agriculture Régionale)
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UGP	Unité de Gestion du Projet
UNOPS	United Nations Office for Project Services
USD	Dollar des Etats Unis
VMS	Vétérinaires Mandataires Sanitaires
WWF	World Wide Fund



## **A. Introduction<sup>1</sup>**

Le Projet d'Appui au Développement des régions de Menabe et Melaky phase II (AD2M-II), fait suite au projet AD2M achevé le 30 juin 2016. Le coût total du projet est de 56,75 millions USD répartis de la manière suivante : 34,427 millions financés par un prêt du FIDA; 6,006 millions par un don du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA; 7,503 millions par un prêt du Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID); 7,656 millions par le Gouvernement et 1,158 million par les Bénéficiaires.

Une mission conjointe du FIDA et du Gouvernement de Madagascar a séjourné dans les régions Menabe et Melaky du 12 au 18 mars 2017 dans le cadre de la 1ère mission de supervision du Projet d'Appui au Développement du Menabe et du Melaky phase II (AD2M-II). Son objectif était: i) d'évaluer l'état d'avancement des activités du projet par composante et en lien avec le premier PTBA 2016-2017 et le document de conception du projet; ii) de faire le point sur l'impact des retards dans l'accès au fonds du projet sur les ressources humaines et les perspectives d'atteinte des objectifs du projet; iii) d'apprécier la gestion du projet y compris la gestion du personnel, la structure de l'unité de projet et les relations avec la tutelle; iv) de procéder à l'atelier de lancement du don ASAP.

La mission a eu des séances de travail au siège du projet à Morondava avec les représentants des parties prenantes à la mise en œuvre du projet. Ensuite, elle a visité la zone d'intervention du projet où elle a rencontré les populations bénéficiaires, les représentants des ONGT, l'institution de microfinance CECAM, et a pu voir certaines infrastructures réhabilitées et/ou réalisées durant la phase 1. La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Projet (UCP) pour passer en revue le PTBA 2016/2017 et examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre.

A Morondava, au siège du projet, la mission a présenté ses principales conclusions et recommandations préliminaires au cours d'une réunion tenue le vendredi 17 mars 2017. A Antananarivo, une réunion de restitution a été organisée au Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'élevage (MPAE) le 23 mars 2017. Elle était présidée par le Secrétaire général du MPAE. Le présent aide-mémoire fait le point des principales conclusions et recommandations de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement et des différentes parties prenantes à la mise en œuvre du Projet.

La mission tient à exprimer ses remerciements aux Autorités Malgaches, notamment les responsables du MPAE, du Ministère des Finances et du Budget, aux Autorités Administratives de Morondava, les représentants des partenaires du projet, les organisations/associations de producteurs et leurs membres, et l'ensemble du personnel d'AD2M II pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la mission.

## **B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet**

AD2M II est un projet de mise à l'échelle de stratégies, démarches et pratiques qui ont été mises en œuvre avec succès au cours de la première phase. A ce titre, AD2M II repose sur les réussites éprouvées lors de la phase précédant avec les orientations suivantes: (i) consolider et pérenniser les acquis de la phase 1 du Projet (infrastructure, institutions, bonnes pratiques adoptées par les bénéficiaires, sécurisation foncière, etc.); (ii) la mise à l'échelle des acquis et des paquets technologiques mis au point par AD2M; avec (iii) une extension de la couverture géographique et une mise en valeur du potentiel encore non exploité dans les deux régions d'intervention; et (iv) l'intégration de la dimension adaptation au changement climatique dans les activités, qui seront initiées en phase 2 avec l'appui du financement ASAP.

Le projet AD2M II est encore dans sa phase de démarrage. L'Accord de financement a été signé le 21 octobre 2015 et est entré en vigueur le 30 décembre 2015. Mais du fait des réformes portant sur les

---

<sup>1</sup> Composition de la mission: Monsieur Ibrahima Bamba, Chargé de portefeuille, Chef de mission ; Lacine Ahidara, Expert en gestion de projet, chargé de la coordination du rapport de supervision ; Eric Clément Patrick, Expert en Changement Climatique ; Marie Clarisse Chanoine, Experte en Changement Climatique ; et de Monsieur John Harivero Ramamonjisoa, Expert en gestion financière. La mission a été accompagnée par Monsieur Pierrot Randrianaritiana, Secrétaire Général du MPAE, Madame Fanja Raharinomena, Directeur de la Programmation et du S&E, Madame Voahangy Arijona, Directeur du Développement des Partenariats et de la Promotion des Investissements, Madame Michèle Andriamahazo, Chef de service Environnement et Changement Climatique du MPAE, ainsi que de Monsieur Joelisoa Rakotonandrasana, de la Direction de la Dette Publique du Ministère des Finances et du Budget.

procédures d'ouverture et de régularisation des opérations sur les comptes des projets initiées en 2016, il a fallu presque une année pour que le dépôt initial soit finalement positionné sur le compte désigné du projet à la Banque Centrale (en novembre 2016), puis les versements sur les comptes du projet dans les banques commerciales en janvier 2017. En plus de freiner la dynamique positive enclenchée durant la première phase, l'absence de financement pendant une année a eu des effets préjudiciables à la fois sur les ressources humaines (pas de versement des salaires des agents de l'UGP pendant 4 mois), la programmation des investissements et les perspectives d'atteinte dans les délais impartis les objectives de développement du projet. Du fait du faible niveau d'investissements engagés par AD2M-II jusqu'ici, le projet est actuellement classé à risque par le FIDA. Pour rattraper le retard accumulé, la mission recommande d'*élaborer une stratégie d'accélération des investissements et activités du projet*.

**Coordination et gestion**, Le recrutement du personnel du projet n'est pas encore finalisé. Sur les 37 postes prévus dans le document de conception du Projet (DCP), 11 personnels cadres et 26 personnels d'appui, 21 postes sont pourvus. En ce qui concerne les 16 postes à pourvoir, 7 sont en cours de recrutement et les 9 autres sont encore vacants, dont 4 chauffeurs qui seront recrutés à la livraison des nouveaux véhicules en mai et 2 gardiens dont le recrutement dépend du lieu d'hébergement de FORMAPROD. La mission a été informée que ces postes seront pourvus au fur et à mesure, selon les exigences de la mise en œuvre. Toutefois, dans le cadre de l'accélération des investissements, la mission recommande de *diligenter le recrutement du Personnel clef du Projet*.

En dépit d'une année de démarrage difficile marquée par l'indisponibilité des fonds pour les opérations, un ralentissement du rythme des activités et plusieurs mois d'arriérés de salaires, la mission a noté l'engagement du personnel de l'UGP. Aucune démission n'a été notée durant les 12 derniers mois, ce qui dénote incontestablement du fort engagement du personnel du projet à leurs missions. Les visites de sites, y compris celles qui ont été conduites par Son Excellence Monsieur Ministre auprès de la Présidence Chargé de l'Agriculture et de l'Elevage (MPAE) dans les localités de Maintirano et Besalamby<sup>2</sup>, ont confirmé la forte attente des populations rurales vis-à-vis des investissements d'AD2M-II, et la forte crédibilité sur le terrain du projet tant auprès des autorités nationales, régionales que des producteurs ruraux.

Il est prévu la mise à jour du manuel de suivi-évaluation et son amélioration en le faisant passer du seul suivi des activités à un système axé sur le suivi des résultats. Pour ce qui concerne le manuel de procédures administrative, financière et comptable, sa mise à jour est cours de finalisation. La mission a constaté que le projet n'a pas de manuel d'exécution. Aussi recommande-t-elle de rechercher des consultants expérimentés pour élaborer une note de capitalisation sur les principales activités du projet en commençant par les champs écoles paysans et par le dispositif mis en place pour développer les aménagements hydroagricoles. Ces notes de capitalisation devraient comprendre une description simple, des activités décrites dans le DCP, tout analysant les principaux enseignements tirés.

Au 28 février 2017, les décaissements du Projet, tous financements confondus, s'élèvent à 2,017 millions USD. Par rapport au coût total alloué, les taux de décaissements sont respectivement de 5,5% sur le prêt FIDA, 1,33% sur le don ASAP, 0% sur le prêt OFID, et 0,46% sur la contrepartie du gouvernement, soit un taux global de 3,55% du coût total du Projet. Ce taux relativement faible s'explique par les retards considérables accusés au cours de la première année pour remplir les conditions d'ouverture de comptes désignés du prêt. Le taux d'exécution du premier PTBA du projet, au 28 février 2017, est de 22.52%. Cependant, si l'on prend en compte l'accès tardif aux fonds (en janvier 2017), le volume d'activités exécutées à date est loin d'être insatisfait. Durant l'année 2016, le projet a été proactif en initiant plusieurs études préalables, des négociations de conventions et des actions pilotes (ex. les champs écoles paysans dans les zones d'extension, contrat avec les producteurs de semences), qui devraient créer les conditions pour une accélération de la cadence des investissements durant les prochains mois. Il s'agit notamment des études socio-économiques sommaires, des diagnostics de faisabilité d'aménagement de périmètres hydroagricoles, des études d'avant-projet détaillé, préparations des dossiers d'appels d'offres, etc.

---

<sup>2</sup> Du 16 au 17 mars 2017, sur invitation du MPAE et en marge de la mission de supervision, le CPM a participé aux cérémonies organisées conjointement par AD2M-II et FORMAPROD dans les localités de Maintirano et Besalamby pour marquer l'inauguration d'un centre de formation professionnelle agricole, la fin du cursus de formation de la première promotion de jeunes formés, le lancement du Fond de Développement Agricole Régional et des dotations en équipement des Centres de Services Agricoles.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer une stratégie d'accélération des investissements et activités du projet pour rattraper le retard	Coordo/UCP	30 avril 2017
Diligenter le recrutement du Personnel clef du Projet	Coordo/MinAgri	30 juin 2017
Elaborer une note de capitalisation sur les principales activités du projet en commençant par les champs écoles paysans et par le dispositif mis en place pour développer les aménagements hydroagricoles	Coordo/UCP/Partenaires	30 juin 2018

## C. Produits et effets

### Composante 1 : «Promotion de systèmes de productions performants et résilients au CC»

#### Sous-composante 1.1: Développement d'infrastructures résilientes

Les prévisions du PTBA 2016-2017 portent principalement sur: i) l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) Menabe et la validation du SRAT Melaky, la finalisation du Plan Régional de Développement et Plan Régional de Développement Rural de Melaky, l'élaboration de 8 Schéma d'Aménagement Communal et la mise à jour de 20 Plans Communaux de Développement; ii) la mise en place de 5 stations agro-météorologiques; iii) des travaux confortatifs sur 7 Périmètres Irrigués (PI) de la 1ère phase; iv) la réhabilitation du canal principal du PI de Tsaraotana, Commune Rurale (CR) Tsaraotana, District Belo sur Tsiribihina, Région Menabe; v) l'achèvement des travaux sur 2 PEC d'une superficie de 370ha; vi) le démarrage des travaux sur 9 périmètres d'une superficie totale de 7.550ha, dont 7 PI d'une superficie de 6.760ha dans le Melaky et 2 PI d'une superficie de 790ha dans le Menabe; et (vii) l'étude APD de 6 périmètres d'une superficie totale de 5.130 ha. Les principales activités menées à date sont présentées ci-dessous.

Le protocole de collaboration avec la Direction Générale de la Météorologie est actuellement en cours de finalisation pour l'installation et l'exploitation des stations agro météorologiques. Le modèle et les caractéristiques des équipements pour une station sont déjà définis. Les mobiliers de bureau ainsi que les 2 motos prévues pour l'appui aux services régionaux de la météorologie de Menabe et Melaky sont également acquis.

**Aménagement hydro agricole.** Le processus de passation de marchés pour les travaux de 8 périmètres d'une superficie totale de 7.300ha est en cours avec: (i) la conclusion actuellement de deux marchés relatifs à un appel d'offres international en 2 lots pour le Grand Périmètre Irrigué (PI) de Beboka (1.600ha), région Melaky sur financement OFID; (ii) un appel d'offres international en 3 lots est également lancé pour 3 GPI qui sont Marifilaly (1.600ha) et Demoka Rive Droite (750ha) dans la Région Melaky, et de Vondrove (560ha) dans la Région Menabe. Le processus est actuellement au stade d'évaluation des offres pour les 2 premiers PI et pour le 3<sup>ème</sup>, l'appel d'offres est à relancer, car l'unique offre reçue dépasse largement les coûts prévisionnels de l'étude.

En outre, un appel d'offre national en 4 lots pour 2 Périmètres Irrigués (PI) et 2 Périmètres d'Epandage des Crues (PEC) a été également lancé. Il s'agit du: (i) PI Ambararata (230ha), Région Menabe; et (ii) PI Veromanga (160ha), PEC Behoria (1.580ha) et Bemokotra (815ha), Région Melaky. Le processus est au stade d'analyse des offres.

En ce qui concerne les études d'APD, les investigations de terrain ont été réalisées pour tous les périmètres. Les sondages géotechniques seront réalisés durant la saison sèche. Concernant les travaux confortatifs de 7 périmètres de la 1ère phase, les travaux à faire ont été définis pour 4 périmètres et en cours définition pour 3 autres.

#### Sous-composante 1.2. : Organisation et formation des producteurs

Les prévisions du PTBA portent sur: (i) la consolidation des 70 Organisations de Producteurs de la 1<sup>ère</sup> phase afin de les amener vers un niveau de maturité avancé; (ii) la préparation des futurs bénéficiaires des périmètres à aménager/réhabiliter; (iii) l'éducation nutritionnelle sur 20 sites touchant 2.000 personnes et la mise en place de 440 jardins potagers.

Aucune réalisation n'est à signaler pour cette sous composante étant donné que l'exécution des activités nécessite l'intervention des ONGT de terrain qui sont en cours de contractualisation.

### **Sous-composante 1.3. : Appui aux services agricoles efficaces**

Il est notamment prévu pour cette sous composante: (i) l'autonomisation opérationnelle de 12 guichets fonciers et 2 Centre de Ressources et d'Informations Foncières (CRIF) de la 1<sup>ère</sup> phase, avec 2.000 certificats fonciers délivrés; (ii) la réalisation de diagnostic socio-fonciers au niveau de 33 CR afin de dégager 10 CR prioritaires pour bénéficier des activités foncières; (iii) l'appui logistique aux Bureau Spécialisé des services topographiques; (iv) l'appui matériel et de fonctionnement à la Cellule de Coordination de la Réforme Foncière (CCRF); (v) la conduite d'activités de tests variétaux et éventuellement sur la gestion de l'eau; (vi) la diffusion des techniques améliorées à travers 117 Champs Ecoles Paysans (CEP) touchant 2.140 bénéficiaires; (vii) la mise en place de 7 sites agroécologiques de référence et l'encadrement de 304 CEP agro écologie touchant 300 bénéficiaires; (viii) la plantation de 8.000 plants d'agrumes; (ix) la construction de 15 couloirs de vaccination; (x) la contribution financière à la lutte antiacridienne; (xi) l'appui aux Centre de Services Agricoles (CSA) et Fonds de Développement Agricole (FDA); (xii) la production de semences de pois de cap avec FOFIFA; (xiii) l'installation d'un atelier d'entretien mécanique agricole et 2 artisans fabricants de matériels agricoles; et (xiv) la mise en œuvre de 88 microprojets coups de pouces aux vulnérables touchants 600 personnes.

**Sécurisation foncière.** Un état de lieux de chaque guichet et CRIF est réalisé afin de diagnostiquer leur niveau d'opérationnalité, d'analyser leur performance en matière de certification foncière, et leur autonomie financière. A l'issue de cet état des lieux, 2 CRIF et 4 guichets fonciers ont un bon niveau d'autonomie opérationnelle et financière, 6 GF ont un niveau moyen et 2 GF sont classés faibles. Un plan d'autonomisation pour chaque niveau est élaboré qui contient les actions à mener en fonction de son niveau de maturité. Par ailleurs, les guichets fonciers de la zone de consolidation ont délivré 1.038 certificats fonciers à 758 bénéficiaires, dont 194 femmes et a pu sécuriser ainsi 632ha. Le TDR du Diagnostic Socio-Foncier est déjà validé par la CCRF qui a proposé une liste restreinte de 2 cabinets pour sa réalisation

**Conseil agricole et gestion des ressources naturelles.** Sous l'encadrement de la cellule Mise en Valeur Agricole du projet, un diagnostic agronomique du pôle mixte de Manja et du pôle de décrue de Bemarivo-Ankirondro, combinés avec Tsimafana a été effectué par l'équipe de la Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage, du CSA et avec une équipe de 3 binômes Techniciens agricoles/Socio-organismes (TA/SO) afin de mieux connaître les: potentialités et contraintes de ces pôles. Suite à ce diagnostic, pour symboliser stratégiquement la venue du projet dans les zones d'extension, 4 CEP riz contre-saison ont été réalisés en 2016, touchant 49 bénéficiaires dans le pôle de Manja<sup>3</sup>. Depuis fin d'année 2016, afin de ne pas rater la grande saison 2017, 7 binômes d'encadrement ont été mobilisés et interviennent dans 15 CR de la zone d'extension, en attendant l'installation effective des ONGT.

En outre, 57 CEP de saison 2017 auprès de 1.250 bénéficiaires sont actuellement en cours d'installation dans ces zones. En vue de la préparation à temps de la prochaine campagne et compte tenu de l'isolement de la plupart des pôles de production en saisons des pluies, une partie des semences et matériels nécessaires pour les CEP ont été achetés et pré-positionnés: 21,6 tonnes de semences (7 tonnes de paddy, 7 tonnes de haricots, 3 tonnes de pois de cap et 4,6 tonnes d'arachide) dont 10,6 tonnes achetés auprès des paysans semenciers promus lors de la 1<sup>ère</sup> phase et 11 tonnes auprès des partenaires (FITAME, FOFIFA et CMS) ainsi que 890 unités de matériels agricoles achetés auprès des ateliers promus lors de la première phase.

En attendant l'identification et la formation des pépiniéristes, le projet a acheté 5.000 plants d'agrumes auprès des pépiniéristes communales formés chez l'Association CEEFEL (Conseil, Expérimentation et Formation en Fruits Et Légumes) et installés avec l'appui de FORMAPROD.

Une convention d'un million USD a été signée afin de contribuer à l'opération triennale de lutte antiacridienne sous la gestion directe de la FAO. Un appel d'offres pour l'acquisition de 25.000 litres de pesticides pour la campagne antiacridienne 2016- 2017 pour le Cellule d'Appui à la Lutte Antiacridienne Terrestre est également lancé et se trouve actuellement au stade de validation d'analyse des offres.

---

<sup>3</sup> Manja est le seul pôle d'extension disposant de périmètres rizicoles irrigués par source karstique sur lesquels on pouvait cultiver du riz en contre-saison.

Concernant l'appui aux FDA Menabe et Melaky, un protocole de collaboration avec le Fonds de Développement Agricole (FDA) national est en cours de signature. D'ores et déjà, les mobiliers de bureau et matériels roulants pour le FDA Melaky ont été acquis.

Pour le dispositif d'encadrement, les négociations pour la reconduction des ONGT sont achevées et les projets de marchés sont en cours de signature.

L'identification des microprojets coup de pouce est déjà entamée par les binômes Socio-Organisateur/Technicien Agricole qui en identifient 7 dans le pôle Manja. L'instruction des dossiers est en cours.

## **Composante 2. «Appui à l'accès aux marchés et aux opportunités économiques»**

Les prévisions de la composante portent essentiellement sur: (i) la réhabilitation de 11km de pistes; (ii) l'achèvement de l'embarcadère d'Ankotrofotsy, constituant le terminal fluvial du Tsiribihina et l'acquisition d'une drague tractable; (iii) la construction de 4 Greniers Communs Villageois d'une capacité de 100 tonnes de chaque; (iv) la participation aux événements économiques tels que foire; (v) la structuration suivie d'une mise en relation avec les Organisations Paysannes Fautières des producteurs de base de pois de cap et miel; (vi) la formation des agents et des élus de CECAM; et (vii) l'ouverture de 4 nouvelles caisses de microfinance.

### **Sous-composante 2.1. Infrastructures de désenclavement, stockage et valorisation des produits**

**Infrastructures de désenclavement.** Les travaux de terrain pour l'actualisation des études d'APD de la piste RN34-Analambimby, dans la CR Isalo, District de Miandrivazo, Région Menabe, long de 7km ont été réalisés. Il en est de même pour le traitement des points noirs de l'axe menant vers Tsaraotana et Antsoha où il y a un bassin rizicole de 1.200ha

**Infrastructures de stockage et de valorisation des produits.** Le réseau CECAM, l'Institution de MicroFinace partenaire du Projet, a déjà négocié des terrains aux communes pour la construction de GCV, en liaison avec la microfinance, en attendant la finalisation de la convention de partenariat.

### **Sous-composante 2.2. Appui au partenariat OP/OM et accès aux services financiers**

**Organisation professionnelles des producteurs et appui au partenariat OP/OM.** Le projet a appuyé 4 leaders de coopératives pour assister au forum national sur les coopératives. Des sensibilisations et formations ont été dispensées durant ce forum.

**Finance rurale.** Dans le cadre de la consolidation des caisses CECAM dans le Melaky, une visite échange et formation en éducation financière sont réalisées pour 34 agents de CECAM. En outre, 61 autres agents ainsi que 28 élus ont reçu une formation en Crédit Avec Education, dans le cadre du développement de ce crédit par le financement PNUD.

Pour l'extension des services financiers dans, la négociation avec CECAM dans ce sens est en cours, et 54 sites d'implantation de nouvelles caisses en 2017 sont identifiées et convenues entre les deux parties ; le plan type des caisses et GCV étant déjà finalisés. La situation des caisses CECAM dans la zone du Projet se présente comme suit au 31/12/2016.

<b>CECAM</b>	<b>PTBA 2016</b>		
	<b>Prévision</b>	<b>Réalisation</b>	<b>% PTBA</b>
Nombre membres (nb)	3 180	2 803	88%
<i>dont femme (nb)</i>	840	700	83%
Membres actifs (nb)	1 780	1 085	61%
Encours de l'épargne (USD)	63 600	33 400	53%
Encours total de crédit (USD)	384 000	263 000	68%

Lors de la visite de la CECAM de Ambatolahy, la mission a constaté la difficulté pour les responsables de la caisse de préciser la nature des bénéficiaires des prêts. Afin de remédier à cela, la mission recommande de prévoir, dans les appuis à apporter à la CECAM, d'améliorer les outils de reporting afin de bien saisir la répartition des bénéficiaires (agriculture, élevage, artisanat, commerce etc.).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prévoir, dans les appuis à apporter à la CECAM, d'améliorer les outils de reporting afin de bien saisir la répartition des bénéficiaires (agriculture, élevage, artisanat, commerce etc.)	Coordo/UCP	31 juillet 2017

## D. État d'avancement de l'exécution du projet

**Réunions du CNP et des CROS.** Le premier PTBA du Projet, prévu pour 18 mois, a été validé par le Comité National du Pilotage le 11 mai 2016. Suite au non déblocage du financement, ce PTBA a dû être amendé. Les Comités Régionaux d'Orientation et de Suivi (CROS) Melaky et Menabe ont alors examiné le PTBA amendé respectivement les 28 novembre et 15 décembre 2016 avant sa validation par le Comité National de Pilotage (CNP) le 20 décembre 2016. Suite aux demandes formulées par les autorités communales après cette validation, un deuxième amendement a été opéré et le CNP s'est réuni une troisième fois le 8 février 2017 pour valider le 2<sup>ème</sup> amendement du PTBA 2016/2017.

**Situation de référence.** Dans la zone de consolidation, elle correspond à l'enquête de l'évaluation d'impact de la phase 1. En ce qui concerne la zone d'extension, l'enquête socio-économique de référence pas encore pu être réalisée en raison du manque de financement dû à l'ouverture tardive des comptes du projet. Elle sera menée durant la saison sèche 2017.

**Le système de suivi-évaluation (SSE)** du projet est toujours celui opérationnel depuis la phase 1, bien rodé et adapté au contexte et à l'envergure du projet à cette époque. Le projet a prévu sa mise à jour et *la mission recommande de le faire dès que toute l'équipe (UGP et ONGT) sera en place et de tenir compte le nouveau design du projet ainsi que sa zone étendue et ses multiples partenaires, mais également le nouveau système du Ministère.* En outre, le système actuel est beaucoup plus orienté sur le suivi des activités et *il est nécessaire de l'améliorer pour avoir un système axé sur les résultats.*

**Base de données.** La base de données de suivi-évaluation (BdD) est encore celle de la 1<sup>ère</sup> phase du projet. La BdD contient une masse d'information considérable couvrant les différents champs d'action du projet : foncier, infrastructure, CEP, microprojet, reboisement, alphabétisation. Les fonctions de requêtes simples et de sorties prédéfinies pour les tableaux de bord sont disponibles. Cependant, la conception et la structure de l'application ne sont pas assez souples pour permettre une intégration facile de nouvelles activités et/ou une restructuration de l'interface pour faciliter l'exploitation. Avec les nouvelles zones, les nouvelles thématiques et partenariats lors de 2<sup>ème</sup> phase, une restructuration de la base de données est incontournable. *Il est recommandé de l'améliorer en privilégiant la souplesse et la modularité des différentes composantes à travers des options d'édition et de configuration plus avancées.*

**SYGRI.** Les indicateurs SYGRI de 1<sup>er</sup> niveau sont renseignés, analysés et reportés correctement. Etant en phase de démarrage, le projet n'est pas encore soumis aux indicateurs de niveau 2 et 3.

**Capitalisation.** La 1<sup>ère</sup> phase du projet qui s'est achevée est riche en termes de bonnes pratiques, d'approches, d'outils et de résultats probants. Les changements sont visibles sur terrain et nombreux sont les sujets qui méritent d'être documentés, capitalisés et valorisés. Ainsi, avec le Don à la CAPFIDA sur la capitalisation, *la mission recommande d'examiner les possibilités de conjuguer les efforts et ressources dans but de mener des exercices de capitalisation sur des thèmes prioritaires tels que: (i) les champs-écoles paysans (méthodologie, principes, mise en œuvre, résultats et leçons tirées); (ii) le dispositif mis en place pour développer les aménagements hydroagricoles; (iii) l'introduction de la culture d'intersaison (innovation dans la zone d'intervention du projet); et (iv) l'application de l'approche «opération combinée (fiscalité/recensement/certification)» dans les guichets fonciers appuyés par le projet.*

**Communication.** Aucune activité significative n'est réalisée dans ce domaine. Toutefois, l'UCP prévoit la mise à jour du site web. Des campagnes de sensibilisation sur les activités du projet seront menées afin de s'assurer de la bonne compréhension de toutes les parties prenantes à la mise en œuvre. Il en est de même pour les productions et diffusions d'articles pour la presse écrite et audiovisuelle. *La mission recommande de veiller à la réalisation de ces activités et d'intensifier les activités de communication.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Au cours de la mise à jour du SSE, tenir compte le nouveau design du projet, de son extension, de ses multiples partenaires, mais également du nouveau système du Ministère ; axer le SSE sur les résultats.	RSE/UCP/MinAgri	30 juin 2017
Améliorer la base de données en termes de souplesse et de modularité des différentes composantes à travers des options d'édition et de configuration plus avancées.	RSE/UCP	31 juillet 2017
Organiser un atelier de capitalisation sur les thèmes prioritaires.	Coordo/UCP	30 juin 2017
Démarrer et intensifier les activités de communication.	Coordo/Resp Op	Permanent

## E. Aspects fiduciaires

**Manuel de procédures et logiciel de gestion.** La mise jour du manuel de procédure pour la deuxième phase est en cours de finalisation. Le projet utilise le logiciel TOM2PRO. Les paramétrages ont été effectués. La mission a noté que le plan de comptes du projet est bien structuré pour l'identification de dépenses par bailleurs et catégorie de dépenses. L'importation des données est réalisée pour les opérations du prêt FIDA et du don ASAP mises à jour au 28 février 2017. *La formation sur le logiciel devra s'étendre aux membres du service financier en cours de recrutement. De même, le logiciel devra être paramétré pour produire directement les DRF et les autres états et rapports nécessaires au projet et à ses partenaires.*

**Gestion financière.** Le personnel comptable du Projet n'est pas encore au complet. Le service comptabilité dispose actuellement d'un comptable, d'un assistant comptable et d'un chargé des affaires administratives et logistiques. L'ancien RAF, devenu chargé des affaires administratives et logistiques assure l'intérim du Responsable Financier et Comptable et la continuité de la chaîne de signature en attendant le recrutement du Responsable Financier et Comptable. Le recrutement de ce dernier, d'un second comptable et d'un second assistant comptable est actuellement en cours. Malgré le retard dans le processus de recrutement, avec l'expérience du Projet acquise pendant la première phase, les données et les outils nécessaires à la gestion comptable et financière du Projet à ses débuts sont disponibles. La mission a pu obtenir des données comptables claires sur les premières opérations/activités du Projet. Le logiciel comptable TOM2PRO est installé et paramétré, le manuel de procédures incluant le système comptable en entier est en cours de finalisation et les plans des comptes sont disponibles et répondent aux besoins du Projet, du FIDA et des autres partenaires du Projet. *La mission recommande au Projet de finaliser le recrutement du personnel comptable, de bien préparer la formation et visant à mieux opérationnaliser et intégrer les nouveaux venus (Atelier sur le manuel de procédures et autres points techniques nécessaires, Cours en ligne « Gestion financière du FIDA »), et obtenir les certificats pour tous les agents du service comptable. La mission recommande également de finaliser l'installation et la mise en place de tous les outils nécessaires à la bonne gestion conformément au manuel de procédures : Base comptable sur TOM2PRO, Registre des contrats, Registre des immobilisations etc.*

**Décaissements.** Au 28 février 2017, les décaissements du Projet pour tous financements confondus s'élèvent à 2,017 millions USD. Par rapport au coût total alloué, les taux de décaissements sont respectivement de 5,5% sur le prêt FIDA, 1,33% sur le don ASAP, 0% sur le prêt OFID, et 0,46% sur la contrepartie du gouvernement, soit un taux global de 3,55% du coût total du Projet. Par rapport au PTBA, le taux global de décaissement au 28 février 2017 est de 22.52%.

**Prêt FIDA.** Au 28 février 2017, les décaissements réels au niveau du FIDA ont atteint 2,223 millions DTS représentant le dépôt initial de 1,5 millions USD ouvert auprès de la Banque Centrale de Madagascar et les deux demandes de paiements directs pour l'acquisition des véhicules chez l'UNOPS et la contribution à la lutte acridienne gérée par la FAO. A ce jour, aucune demande de retrait de fonds pour justification du compte désigné n'a été effectuée comme le seuil des dépenses n'est pas encore atteint. *La mission recommande au Projet de préparer la première DRF aussitôt que le seuil des 30% du dépôt initial sera atteint.*

**Don ASAP.** A ce jour, aucun décaissement n'est encore effectué hors mis le dépôt initial s'élevant à 800 000 USD déjà reçu dans le compte ouvert auprès de la Banque Centrale de Madagascar. Il faut noter que c'est pendant cette supervision qu'a eu lieu l'atelier de lancement du Don ASAP ; ce qui explique le fait qu'il n'y ait encore aucune activité sur ce financement.

**Prêt OFID.** Aucun décaissement n'est encore effectué sur le prêt OFID en raison du fait que les activités sont encore au stade du processus de passation des marchés de travaux.

**Fonds de contrepartie.** La contribution de la contrepartie pour la durée totale du Projet est estimée à 7,656 millions USD incluant les Ressources Propres Internes, les TVA et les taxes sur les importations. Pour la première année d'exécution, le Gouvernement de Madagascar a contribué en Ressources Propres Internes pour 575 millions MGA, contre 600 millions MGA prévus dans le PTBA pour 2016, se répartissant comme suit : 500 millions MGA pour la contrepartie du prêt FIDA et du Don ASAP et 75 millions MGA pour la contrepartie du prêt OFID. La mission note que ces dotations ont couvert les besoins urgents du Projet pour le démarrage de la mise en œuvre du PTBA.

**Compte désigné FIDA.** Au 28 février 2017, la situation du compte désigné du FIDA est donnée dans le tableau ci-après:

Compte Spécial du FIDA	Montant (USD)	
Dépôt initial		1'500'000,00
-Soldes bancaires au 28 février 2017	1'164'507,33	
-Dépenses réalisées en attente de transformation en DRF	335'492,67	
-Total dépôt initial comptabilisé	1'500'000,00	
- Ecart		-

**Compte désigné ASAP.** Au 28 février 2017, la situation du compte spécial du FIDA est donnée dans le tableau ci-après:

Compte Spécial du FIDA	Montant (USD)	
Dépôt initial		800'000,00
-Soldes bancaires au 28 février 2017	719'993,83	
-Dépenses réalisées en attente de transformation en DRF	80 006,17	
-Total dépôt initial comptabilisé	800'000,00	
- Ecart		-

**Exécution du PTBA 2016/2017.** Le PTBA du Projet pour les 18 premiers mois couvrant ainsi les deux premières années se chiffre à 8,958 millions USD à l'issue de la dernière révision de la réunion du comité de pilotage du Projet en février 2017. Le taux de réalisation global du PTBA est de 22,52% se détaillant comme suit: 23,32% pour la composante 1; 0,29% pour la composante 2 et 34,09% pour la composante 3.

**Ouverture des comptes et Flux de fonds.** La mission note la mise en vigueur effective des décrets régissant les comptes spéciaux pour les financements extérieurs. Il s'agit du Décret n° 2015-1457 sur l'ouverture de compte de projet au niveau de la Banque Centrale de Madagascar (BCM) et du Décret n° 2016-1160 définissant les mesures transitoires de mise en œuvre du décret 2015-1457. Le processus de mise en conformité avec les exigences de la réforme en matière d'ouverture et de gestion du compte des projets a été particulièrement long et pénible pour AD2M.

Dans un premier temps, une des dispositions du Décret initial n° 2015-1457 exigeait l'ouverture d'un compte unique du trésor géré par un agent comptable du trésor, ce qui n'était pas prévue dans l'accord de financement d'AD2M-II. Puis en juin 2016, a été signé le Décret n° 2016-1160 définissant les mesures transitoires de mise en œuvre du décret 2015-1457 qui permet l'ouverture de compte désigné au niveau de la Banque Centrale. Suite à cette réforme qui est compatible avec l'accord de financement d'AD2M, les démarches administratives requises pour ouvrir les Comptes Désignés d'AD2M auprès de la Banque Centrale ont duré 3,5 mois. Le circuit de signatures de la première Demande de retrait de fonds a pris 1,5 mois et les exigences administratives pour l'ouverture de comptes d'opération dans une banque commerciale ont démarré en août 2016, mais ce n'est qu'en janvier 2016 que les ressources ont été disponibles dans ces comptes.

S'agissant de nouveau dispositif, la mission attire l'attention sur la nécessité de fluidifier les circuits des paiements, des remboursements et des mouvements au niveau des comptes désignés et des comptes d'opérations du Projet afin de garantir la disponibilité des fonds pour la réalisation des activités du Projet. A la lumière de l'expérience en matière d'ouverture de comptes de projet, la mission redoute que le processus de «Régularisation budgétaire des opérations réglées sur emprunt extérieur» tous les deux mois constitue potentiellement un facteur entravant la fluidité des fonds et des investissements. La mission recommande ainsi de *faire un suivi rapproché du processus de flux de fonds, en particulier les circuits de signature et validation des DRF*. Les différents acteurs doivent



être identifiés et sensibilisés sur l'importance de la fluidité. Les goulots d'étranglements devront être immédiatement identifiés et des actions correctrices mises en œuvre.

**Respect des accords de financement.** La mission a noté que les dispositions de l'accord de financement FIDA n.200000001263 MG, ASAP n.2000001262 MG et de l'OFID N°1654P sont mises en œuvre et respectées dans les grandes lignes. Les comptes désignés et les comptes d'opérations sont ouverts. Au niveau du personnel du Projet, certains postes clés ne sont pas encore pourvus ; comme celui du Responsable financier et comptable, le comptable et l'assistant comptable ; le chargé de passation des marchés.

**Passation des marchés.** Pour les biens, travaux et services, les méthodes de passation utilisées sont celles de la procédure nationale, complétées par les dispositions du Manuel de passation de marchés (MPM) du FIDA en ce qui concerne l'appel d'offres international, l'achat au meilleur prix sur le marché national ou international (communément appelé à Madagascar «Comparaison de trois factures proforma»), et les marchés à passer auprès d'institutions des Nations Unies. Quant aux services de consultants, le projet continue dans sa deuxième phase à se référer aux modes de sélection du MPM du FIDA. Les seuils d'examen préalable et de non objection du bailleur de fonds sont ceux de la Lettre au bénéficiaire. A ce jour, seules des conventions relatives aux services de consultants et des acquisitions de biens par achat direct, notamment auprès de l'UNOPS, sont réalisées. En revanche, aucun marché de travaux n'est encore passé par le Projet comme les procédures sont en cours. En attendant le recrutement du chargé de passation de marché, le responsable des infrastructures s'occupe des passations des marchés au sein du Projet, avec l'appui d'un consultant national engagé pour une période de 2,5 mois. *La mission recommande d'accélérer la finalisation du recrutement du Chargé de passation des marchés et d'assurer le suivi du processus et du plan de passation de marché (Préparation des appels d'offres, invitation des soumissionnaires à des discussions ouvertes, anticipation des problèmes afin d'éviter des relances etc.).*

**Audit.** Le processus de recrutement de l'auditeur n'est pas encore lancé. Les comptes à auditer concernent les exercices 2016/2017 et le premier rapport d'audit est attendu avant le 30 juin 2018.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser le recrutement du personnel du Projet	UGP	Fin avril 2017
Etendre la formation sur le logiciel aux membres du service financier en cours de recrutement	Coordo/Consultant	Dès la finalisation du recrutement
Préparer le manuel de procédures et le présenter au FIDA pour non objection	UGP	Fin avril 2017
Paramétrer le logiciel pour produire les DRF, et autres états et rapports nécessaires au Projet et à ses partenaires	Coordo/Consultant	Fin avril 2017
Préparer la première DRF dès que le seuil de 30% du dépôt initial sera atteint	UGP	Fin avril 2017
Suivre de manière rapprochée les flux de fonds et les processus de signature, validation des DRF	UGP, DDP	Immédiatement et en continue
Suivre rigoureusement le PPM et sa réalisation	UGP	Immédiatement

## F. Durabilité

A ce stade de démarrage, il est encore difficile de parler de durabilité des actions du projet. Néanmoins, comme il est mentionné dans le DCP, le Projet doit veiller à ce que dès le démarrage de la phase 2, l'UGP préparera une stratégie de sortie post projet et la mettra en œuvre avec le transfert des responsabilités aux structures appuyées. Des actions dans ce sens ont déjà été menées lors de la phase 1 et ont produits des résultats probants qu'il convient de continuer lors de cette 2ème phase. Parmi elles, on peut citer le développement institutionnel des partenaires, le renforcement de capacités des producteurs et leur articulation au niveau des OPF, l'appui à l'émergence de leaders paysans, le renforcement des organisations de gestion des infrastructures, la forte articulation OP/OM etc.

## G. Autres

**Genre.** Durant sa première phase, le projet a déjà adopté une démarche d'appui inclusive à l'égard des femmes qui lui a permis d'avoir 34% de femmes parmi les bénéficiaires. Elle sera intensifiée

durant la phase 2: activités spécifiques dédiées aux femmes, prise en compte des femmes lors des partages de nouvelles terres aménagées, représentation des femmes dans les instances de gouvernance des OP etc.

**Jeunes.** Durant la première phase, on avait déjà remarqué un rajeunissement dans le leadership communautaire. AD2M II consolidera cet acquis et touchera encore de façon ciblée les jeunes avec des activités spécifiques telles que l'installation des jeunes nouvellement formées par FORMAPROD en leur réservant des parcelles au sein des périmètres nouvellement aménagés.

**Ciblage.** Au cours de cette 2<sup>ème</sup> phase, AD2M II adoptera un mécanisme de ciblage selon une typologie des EAF en 3 niveaux : les EAF de type 1 tournées vers le marché, les EAF de type 2 en situation d'autosuffisance alimentaire, et les EAF de type 3 chroniquement déficitaires en produits vivriers. Des types d'activités adaptés pour chaque typologie sont proposés par le projet afin de promouvoir une approche inclusive.

**Innovation et apprentissage.** La diffusion d'innovation et les modèles d'apprentissage au sein de la phase 2 d'AD2M s'articulent autour des approches de « faire-faire et faire-avec » (ex. champ école paysan, réseaux des leaders paysans, encadrement des bénéficiaires par des ONG de terrain, etc...) qui se sont avérées concluantes lors de la première phase du projet.

A ce jour, pour consolider les équipes d'appui-conseil existantes, le projet a redéployé les ONG de terrain (ONGT avec une équipe plus étoffée), en tenant compte des spécificités des différents pôles et des expériences développées lors de la phase I. Toutes les ONGT ont ainsi amorcé la prise de contact avec les anciens bénéficiaires et l'identification des nouveaux groupes cible dans les zones d'extension du projet.

Par ailleurs, le volet primordial sur l'alphabétisation, contribuant à l'autonomisation des bénéficiaires, a été transféré au projet FORMAPROD<sup>4</sup> afin de permettre au projet de se concentrer sur les activités liées à l'amélioration de la production et l'augmentation de la commercialisation des produits agricoles.

**Atelier de lancement du don ASAP.** Organisé du 14 au 15 Mars 2017, l'atelier de lancement du don ASAP avait pour objectif d'offrir, à l'équipe de projet et ses collaborateurs clés (les ONG de terrain et les partenaires nationaux et régionaux), un forum de discussion et d'échange sur la thématique de l'adaptation agricole et rurale aux changements climatiques. Les participants ont démontré une bonne compréhension des enjeux inhérents au développement rural et ont mis en exergue les déterminants et contraintes qui exacerbent la vulnérabilité des populations rurales causée par la dégradation environnementale et les changements climatiques. Ils ont émis ensuite des suggestions quant à la bonne mise en œuvre du projet. Les conclusions de l'atelier sont détaillées dans l'appendice 7 sur la *Gestions des savoirs: apprentissages et innovations*.

## H. Conclusion

Après une première phase qui s'est soldée par des résultats significatifs, le Gouvernement et le FIDA ont convenu d'initier une seconde phase d'AD2M afin de capitaliser les bonnes expériences et résultats enregistrés sur une plus grande zone géographique. Ainsi, afin de favoriser un démarrage rapide des activités, des dispositions ont été prises pour une prompte entrée en vigueur du financement, ce qui a été fait dès décembre 2015, et pour reconduire le contrat de travail de l'ensemble du personnel dynamique d'AD2M. Hélas, la dynamique positive enclenchée durant la première phase a été freinée en 2016, en raison des retards dans le processus d'ouverture de comptes et d'accès au fonds du projet. Avec l'accès aux fonds du projet depuis janvier 2017, le défi majeur du projet est d'accélérer les investissements pour à la fois rattraper le temps perdu et maintenir les perspectives d'atteinte dans les délais impartis les objectifs de développement du projet.

---

<sup>4</sup> Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)

## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

### Faits essentiels

Pays	Madagascar	No. du projet	2000000850	No. du prêt/don DSF	2000001262, 2000001263, 2000001277
Projet	Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	25/04/2017				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	1	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0		
Dernière Supervision	24/03/2017	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi			

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	15/09/2015			Coût total	56.70	
Accord	21/10/2015	Délai d'entrée en vigueur	3.5	FIDA Total	40.40	
Entrée en vigueur	30/12/2015	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	34.40	9
Premier décaissement	23/09/2016			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2022	Dernier audit		field_asap_grant	6.00	14
Achèvement	31/12/2022			Financement national total	8.80	
Clôture	30/06/2023			Beneficiaries	1.20	0
Nbre de prolongations	0			National Govern	7.60	0
				Cofinancement total externes	7.50	
				OFID	7.50	0

### Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	4	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation	4	3	5. Lutte contre la pauvreté	4	4

des marchés					
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Promotion de systèmes de production performants		3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Appui à l'accès aux marchés et aux opportunités éc		4	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)		4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

#### B.5 Justification des notes

Le système de gestion financière est acceptable. Néanmoins le personnel n'est pas encore au complet; certains postes clés sont restés vacants. Le taux de décaissement de 3,55% du coût total du Projet est assez faible mais les perspectives de son amélioration sont bonnes. Les fonds de contrepartie ont couvert les besoins du Projet pour la mise en œuvre du PTBA 2016/2017. Les grandes lignes de l'accord de financement sont respectées, certains postes clés ne sont pas encore pourvus et le recrutement est en cours. Les activités de passation de marchés sont à leur début, quelques retards sont constatés. La mise en œuvre du projet, malgré le retard à rattraper, se déroule normalement. L'UCP prépare la mise à jour du Système de suivi-évaluation, l'étude de la situation de référence et les enquêtes SYGRI. Le taux d'exécution du PTBA 2016/2017 au 28 février 2017 reste encore insatisfaisant. Des procédures opérationnelles sont en place et consignées dans le PTBA pour la prise en compte de l'équité homme/femme, mais des éléments concrets de mesures ne sont pas encore disponibles étant donné que le Projet est en phase de démarrage. Il en est de même pour les questions de lutte contre la pauvreté, efficacité du ciblage et innovation et leçons apprises. Le DCP a prévu des mesures de prise en compte du climat et de l'environnement, avec le DON ASAP, qui sont contenues dans le PTBA mais, à ce stade, les actions sont en cours de planification. Le Projet devra veiller à préparer une stratégie de sortie post projet et la mettre en œuvre avec le transfert des responsabilités aux structures appuyées. Des actions dans ce sens ont déjà été menées lors de la phase 1 et ont produits des résultats probants qu'il convient de continuer lors de cette 2ème phase.

## Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

L'avancement global du projet ne pourra pas encore être jugé à sa juste valeur mais l'état actuel des choses ne laisse pas transparaître des difficultés majeures.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Le projet n'est qu'à son démarrage et les actions menées sur terrain ainsi que leurs effets ne sont pas encore perceptibles. Toutefois, les stratégies sont définies et l'engagement du personnel est tangible.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Les retards et les défis relatifs au processus de passation de marchés sont importants pour réaliser le PTBA prévisionnel. Il faut s'assurer de mener les processus de PM à leurs termes et de faire un bon suivi. Avancement de l'exécution du projet: Le retard dans le recrutement du reste du personnel peut pénaliser l'exécution du projet.
Avancement de l'exécution du projet	En février 2016, le taux d'exécution du PTBA de juin 2016 à décembre 2017 s'élevait à 22,5%. Si durant le prochain mois le niveau d'investissements réalisés par AD2M-II ne connaît pas une amélioration significative, AD2M-II serait classé «projet à risque » par le FIDA.
Produits et réalisations	La capacité des entreprises locales à répondre aux appels d'offres pour les travaux d'aménagement de taille moyenne dans les zones enclavées doit faire l'objet d'un suivi attentif.
Durabilité	A ce stade de démarrage, il est encore difficile de parler de durabilité des actions du projet. Néanmoins, le Projet doit veiller à ce que dès le démarrage de la phase 2, l'UGP préparera une stratégie de sortie

post projet et la mettra en œuvre avec le transfert des responsabilités aux structures appuyées. Des actions dans ce sens ont déjà été menées lors de la phase 1 et ont produits des résultats probants qu'il convient de continuer lors de cette 2ème phase. Parmi elles, on peut citer le développement institutionnel des partenaires, le renforcement de capacités des producteurs et leur articulation au niveau des OPF, l'appui à l'émergence de leaders paysans, le renforcement des organisations de gestion des infrastructures, la forte articulation OP/OM etc.

### Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Capitalisation	Revue des bonnes pratiques par type d'activité regroupées dans des fiches facilement compréhensibles par tous les acteurs.	30 juin 2017	30 juin 2017
PTBA	Elaborer une stratégie d'accélération des investissements et activités du projet pour rattraper le retard.	30 juin 2017	30 juin 2017

### Observations supplémentaires



## Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse	Indicateurs clés de performance (SYGRI/ASAP)	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
<b>Objectif général</b>			
Les exploitations agricoles améliorent durablement leur revenu et leur sécurité alimentaire dans les régions du Menabe et Melaky.	<ul style="list-style-type: none"> <li>57 000 ménages ont bénéficié directement des appuis du projet</li> <li>Réduction de l'incidence de la pauvreté<sup>5</sup> <ul style="list-style-type: none"> <li>Menabe : de 68,5 % à 62,5 %</li> <li>Melaky : de 73,9 % à 67,9 %</li> </ul> </li> <li>Réduction de la prévalence de la malnutrition chronique<sup>6</sup> chez les enfants de moins de 5 ans (M/F) <ul style="list-style-type: none"> <li>Menabe : de 30,3 % à 24,3 %</li> <li>Melaky : de 41,6 % à 35,6 %</li> </ul> </li> <li>Augmentation d'au moins 25 % de l'indice d'accumulation des biens des ménages bénéficiaires directs du projet</li> <li>Augmentation de 50 % du revenu des bénéficiaires directs</li> <li>Réduction de 4 à 2 mois de la période de soudure des bénéficiaires directs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Situation de référence</li> <li>Études socio-économiques</li> <li>Enquêtes anthropométriques</li> <li>Enquêtes périodiques auprès des ménages</li> <li>Statistiques nationales</li> <li>Rapports annuels d'activités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>H. Stabilité sociopolitique dans le pays</li> <li>H. Les conditions macroéconomiques s'améliorent</li> </ul>
<b>Objectif spécifique 1 :</b> Des systèmes de production des EAF performants et résilients au changement climatique sont adoptés à large échelle.	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>35 000 ménages (60%) ont bénéficié des systèmes et pratiques de production résilients aux effets du CC<sup>7</sup></b></li> <li>15 000 producteurs ont adopté les techniques améliorées (H/F)</li> <li>100 % d'augmentation du rendement moyen rizicole</li> <li>40% à 60 % d'augmentation du rendement moyen des légumineuses</li> <li>40% à 60 % d'augmentation du rendement moyen d'oignon</li> <li>37 000 tonnes de productions agricoles additionnelles au niveau de la zone d'intervention</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport d'activités</li> <li>Rapport de revue à MP</li> <li>Rapports annuels de sondage sur les rendements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>R. Catastrophe naturel</li> <li>R. Insécurité rurale</li> </ul>
<b>Objectif spécifique 2 :</b> L'accès des producteurs aux marchés rémunérateurs dans le cadre de filières priorisées est amélioré.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmentation (en %) de la valeur en USD des produits commercialisés annuellement.</li> <li>Augmentation d'au moins 20 % de la marge nette des producteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etudes &amp; enquêtes sur la commercialisation effectué par un bureau d'études</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>H. Mobilisation des opérateurs privés</li> <li>H. Le désenclavement est réalisé</li> <li>R. Insécurité rurale</li> </ul>
<b>Produits :</b>			
<b>Composante 1 : Promotion de systèmes de production performants et résilients au changement climatique</b>			
1.1 Des infrastructures productives résilientes sont mises en place	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>25 PCD prennent en compte l'adaptation aux CC</b></li> <li><b>19 SAC prennent en compte l'adaptation aux CC</b></li> <li><b>01 SRAT prend en compte l'adaptation aux CC</b></li> <li>9 120 ha de périmètres hydro-agricoles aménagés et plus résilients aux CC</li> <li>6 470 ha additionnels de terres cultivables aménagées</li> <li><b>24 000 ha de terres (80%) gérées selon des pratiques résiliennes aux effets du CC</b></li> </ul>	Rapport d'activités annuel	<ul style="list-style-type: none"> <li>H. Adhésion des communes et régions</li> </ul>
1.2 Les producteurs sont organisés	<ul style="list-style-type: none"> <li>27 000 producteurs membres d'AUE, AEL et OP appuyées par le projet</li> </ul>	Rapports annuels	

<sup>5</sup> Les valeurs de références au niveau des deux régions sont issues de l'enquête nationale pour l'évaluation des OMD (2013). L'objectif en termes de réduction de l'incidence de la pauvreté a été établi par rapport à l'objectif de l'ensemble du programme pays (COSOP 2015-2019). Par ailleurs, sur une période de 20 ans, le taux d'incidence de pauvreté à Madagascar a fluctué entre 70 à 80 % soit une variation toujours inférieure à 10 points.

<sup>6</sup> Source : enquête OMD 2013

<sup>7</sup> Dans le cadre de la deuxième phase de AD2M, on entend par ménages résilients "les ménages ruraux vulnérables qui participent à des systèmes de production basés sur des aménagements et/ou des techniques culturales qui permettent une gestion efficace, durable et intégrée des ressources en eau et en sol pour la productivité agricole, face aux risques climatiques".

Synthèse	Indicateurs clés de performance (SYGRI/ASAP)	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
	<ul style="list-style-type: none"> <li>13 000 producteurs membres d'AUE, AEL et OP ont bénéficié de formation</li> <li>80 % des AUE, AEL et OP appuyées ont atteint un niveau de maturation "avancé"</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>d'activités</li> <li>Rapports annuels d'évaluation des OP</li> </ul>	
1.3 Des services d'appui à la production de qualité sont disponibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>23 guichets fonciers opérationnels</li> <li>12 000 certificats fonciers délivrés (conjointes)</li> <li>7 800 hectares de terres sécurisés (foncier)</li> <li>8 000 ménages ont un droit sécurisé à la terre</li> <li>250 tonnes de semences de qualité produites</li> <li>11 boutiques d'intrants fonctionnels</li> <li>5 ateliers de fabrication de petits matériels agricoles en place</li> <li>14 700 producteurs appuyés dans les CEP (dont 30 % femmes et 30% jeunes)</li> <li>28 couloirs de vaccinations construits</li> <li>4 700 personnes vulnérables appuyées par les MP (50 % de femmes)</li> <li>7 CSA appuyés</li> <li>Montant en USD des financements des demandes par le FRDA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports annuels des GF et des CRIF</li> <li>Rapports annuels des VMS</li> <li>Rapports annuels des FRDA</li> <li>Rapports annuels d'activités de l'UGP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>H. Mobilisation des opérateurs privés</li> </ul>
<b>Composante 2 : Appui à l'accès aux marchés et aux opportunités économiques</b>			
2.1 Des infrastructures de désenclavement et de stockage sont en place	<ul style="list-style-type: none"> <li>34 km de pistes rurales réhabilitées</li> <li>09 embarcadères construits</li> <li>24 bâtiments construits (stockage, conditionnement)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports annuels d'activités de l'UGP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>H. Les communes sont impliquées</li> </ul>
2.2 Le partenariat OP/OM est promu	<ul style="list-style-type: none"> <li>50% des producteurs bénéficiaires d'appui sur les spéculations de rente sont membres d'une OP commerciale (H/F)</li> <li>80 % des OP commerciales ont atteint un niveau de maturité "avancé"</li> <li>700 tonnes/an de produits commercialisés via le partenariat OP/OM</li> <li>17% des producteurs bénéficiaires d'appui sur les spéculations de rente sont impliqués dans le partenariat OP/OM</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport annuels d'activités de l'UGP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>H. Le dialogue OP/OM est établi</li> </ul>
2.3 Des services financiers de proximité sont opérationnels et accessibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>8 nouvelles caisses IMF ouvertes</li> <li>4 600 nouveaux membres actifs/bénéficiaires des IMF (40 % de femmes)</li> <li>PAR (30j) des IMF appuyées inférieur à 5 %</li> <li>Taux de pénétration</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport annuels d'activités des IMF partenaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>H. Adhésion des IMF</li> </ul>



## Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Elaborer une stratégie d'accélération des investissements et activités du projet pour rattraper le retard	30 avril 2017	Coordo/UCP	
	Diligenter le recrutement du Personnel clef du Projet	30 juin 2017	Coordo/MinAgri	
	Elaborer une note de capitalisation sur les principales activités du projet en commençant par les champs écoles paysans et par le dispositif mis en place pour développer les aménagements hydroagricoles	30 juin 2017	Coordo/UCP/Partenaires	
	Prévoir, dans les appuis à apporter à la CECAM, d'améliorer les outils de reporting afin de bien saisir la répartition des bénéficiaires (agriculture, élevage, artisanat, commerce etc.)	31 juillet 2017	Coordo/UCP	
	Au cours de la mise à jour du SSE, tenir compte le nouveau design du projet, de son extension, de ses multiples partenaires, mais également du nouveau système du Ministère ; axer le SSE sur les résultats.	30 juin 2017	RSE/UCP/MinAgri	
	Améliorer la base de données en termes de souplesse et de modularité des différentes composantes à travers des options d'édition et de configuration plus avancées.	31 juillet 2017	RSE/UCP	
	Organiser un atelier de capitalisation sur les thèmes prioritaires.	30 juin 2017	Coordo/UCP	
	Démarrer et intensifier les activités de communication.	Permanent	Coordo/Resp Op	
Aspects fiduciaires	Finaliser le recrutement du personnel du Projet	Fin avril 2017	UGP	
	Etendre la formation sur le logiciel aux membres du service financier en cours de recrutement	Dès la finalisation du recrutement	Coordo/Consultant	
	Préparer le manuel de procédures et le présenter au FIDA pour non objection	Fin avril 2017	UGP	
	Paramétrer le logiciel pour produire les DRF, et autres états et rapports nécessaires au Projet et à ses partenaires	Fin avril 2017	Coordo/Consultant	
	Préparer la première DRF dès que le seuil de 30% du dépôt initial sera atteint	Fin avril 2017	UGP	
	Suivre de manière rapprochée les flux de fonds et les processus de signature, validation des DRF	Immédiatement et en continue	UGP, DDP	
	Suivre rigoureusement le PPM et sa réalisation	Immédiatement	UGP	



## Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Indicateurs	Unité	Objectif Projet	Prévision PTBA 2016- 2017	Réalisation 2016-2017	% Prévision 2016- 2017	% Prévision projet
<b>COMPOSANTE 1 : PROMOTION DE SYSTEMES DE PRODUCTION PERFORMANTS ET RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE</b>						
<b>SOUS-COMPOSANTE 1.1: DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES PRODUCTIVES RESILIENTES</b>						
<b><u>Volet Planification territoriale</u></b>						
PCD mis à jour	Nb	20	20	0	0%	0%
SAC élaborés	Nb	19	8	0	0%	0%
SRAT élaborés	Nb	1	1	0	0%	0%
PRD&PRDR mis à jour	Nb	1	1	0	0%	0%
<b><i>Appui aux services météorologiques</i></b>						
Stations météorologiques installées	Nb	7	5	0	0%	0%
<b><u>Volet Aménagement hydro Agricole</u></b>						
<b><i>Etudes</i></b>						
Superficie de périmètres faisant l'objet d'un APD	Ha		7430	0	0%	
<b><i>Travaux</i></b>						
PI aménagés/réhabilités	Nb	12	2	0	0%	0%
Superficie de périmètres réhabilités	Ha	9100	370	0	0%	0%
<b>SOUS-COMPOSANTE 1.2 : ORGANISATION ET FORMATION DES PRODUCTEURS</b>						
<b><u>Volet Appui à l'organisation des producteurs</u></b>						
<b><i>Consolidation des OP</i></b>						

OP consolidées	Nb	70	70	0	0%	0%
Membres des OP consolidées	Nb	7052	7052	0	0%	0%
<i>Dont femmes</i>	Nb	974	974	0	0%	0%
<b><u>Volet Appui à l'éducation nutritionnelle</u></b>						
Sites d'éducation nutritionnelle mis en place	Nb	100	20	0	0%	0%
Bénéficiaires d'éducation nutritionnelle	Nb	10000	2000	0	0%	0%
<i>Dont femmes</i>	Nb	8000	1600	0	0%	0%
Jardins potagers installés	Nb	2200	440	0	0%	0%
Bénéficiaires de jardins potagers installés	Nb	2200	440	0	0%	0%
<i>Dont femmes</i>	Nb	1900	380	0	0%	0%
<b>SOUS-COMPOSANTE 1.3 : APPUI AUX SERVICES AGRICOLES EFFICIENTS</b>						
<b><u>Volet Sécurisation foncière</u></b>						
<i>Au niveau local</i>						
DSF réalisés	Nb	32	32		0%	0%
PLOF mis à jour	Nb	9	9		0%	0%
CRIF appuyés	Nb	2	2	2	100%	100%
GF appuyés	Nb	22	12	0	0%	0%
GF consolidés	Nb	12	12	12	100%	100%
Nombre de demandes enregistrées						
CF délivrés	Nb	12000	1000	1038	104%	9%
Bénéficiaires CF	Nb	12450	670	758	113%	6%
<i>Dont femmes</i>	Nb	2990	70	194	277%	6%
Superficie sécurisée	Ha		650	632	97%	
Contrat de sécurisation de droits secondaires établis	Nb	2000				0%
<b><u>Volet Conseil Agricole et appui à la gestion des ressources naturelles</u></b>						

<b><i>Intensification et diversification</i></b>						
<u>Agriculture</u>						
Champs-écoles encadrés	Nb	620	97	61	63%	10%
Nombre de participants aux CEP	Nb	12400	1940	49	3%	0%
<i>Dont femmes</i>	Nb	3720	580	304	52%	8%
Superficie de réplication des thèmes appris sur CEP	Ha	5900	860	136	16%	2%
Semences améliorées distribuées	kg	116900	22000	10500	48%	9%
Matériels agricoles distribués	Nb	9350	1250	1276	102%	14%
Insecticide distribué	l	620	97	26		
Fongicide distribué	kg	250	20	0		
CEP APICULTURE						
CEP apiculture encadrés	Nb	100	20	0	0%	0%
Nombre participants aux CEP	Nb	1000	200	0	0%	0%
<i>Dont femmes</i>	Nb	140	30	0	0%	0%
Nombre de ruches complètes distribuées	Nb	2000	400	0	0%	0%
<b><i>Appui au développement de l'agro-écologie et de reboisement</i></b>						
<u>Diffusion des techniques d'agriculture de conservation</u>						
CEP agriculture de conservation encadrés	Nb	130	30	0	0%	0%
Nombre de participants aux CEP	Nb	1300	300	0	0%	0%
<i>Dont femmes</i>	Nb	420	90	0	0%	0%
Superficie de réplication des thèmes appris sur CEP	Ha	650	75	0	0%	0%
Semences de culture principale distribuées	kg	32500	3750	0	0%	0%
Semences de couverture distribuées	kg	16250	1875	0	0%	0%
Matériels distribués	Nb	390	60	0	0%	0%
Insecticide distribué	l	130	30	0	0%	0%
<u>Mise en place de sites agro-écologiques</u>						

Sites agro-écologiques mis en place	Nb	27	7	0	0%	0%
<u>Reboisement et arboriculture fruitière</u>						
Nouveaux pépiniéristes formés	Nb	26	4	10	250%	38%
Jeunes plants produits en pépinière	Nb	645000	8000	5000	63%	1%
Jeunes plants reboisés	Nb	585000	8000	4950	62%	1%
Bénéficiaires reboisement et arboriculture fruitière	Nb	29250	800		0%	0%
<i>Dont femmes</i>	Nb	13460	240		0%	0%
<b><i>Sensibilisation et éducation environnementale</i></b>						
Réunions de sensibilisation environnementale tenues au niveau scolaire	Nb	230		0		0%
Participants aux réunions de sensibilisation	Nb	1040		0		0%
<i>Dont filles</i>	Nb	420		0		0%
Nombre d'établissements scolaires touchées	Nb	26	10	0	0%	0%
Nombre d'encadreurs formés	Nb	52	20	0	0%	0%
<b><i>Prophylaxie animale</i></b>						
Couloirs de vaccination installés	Nb	28	15	0	0%	0%
<b><i>Activités extra-programme de lutte anti-acridienne</i></b>						
Quantité d'acricides achetés	I	25000	25000	0		
<b><i>Appui aux CSA et FRDA</i></b>						
FRDA mis en place	Nb	1	1	1		
FRDA appuyés	Nb	2	2	2	100%	100%
CSA appuyés	Nb	7	7	0	0%	0%
<b><u>Volet Appui à l'accès de proximité aux intrants et petits matériels agricoles</u></b>						
<b><i>Appui à l'installation de petits ateliers de fabrication de matériels agricoles</i></b>						
<u>Accès aux semences de qualité</u>						
Paysans semenciers installés	Nb	7				0%

Semences produites	t	250		14,4		6%
<u>Accès aux matériels agricoles</u>						
Atelier d'entretien mécanique	Nb		1	0	0%	
Unités de fabrication de matériels agricoles nouvellement installées	Nb	5	2	0	0%	0%
Matériels agricoles fabriqués	Nb			890		
<b><u>Volet Microprojets coup de pouce</u></b>						
Nombre microprojets de coup de pouce	Nb	630	88	0	0%	0%
Bénéficiaires de microprojets de coup de pouce	Nb	5040	600	0	0%	0%
<i>Dont femmes</i>	Nb	2420	290	0	0%	0%
<b>COMPOSANTE 2 : APPUI A L'ACCES AUX MARHCES ET AUX OPPORTUNITES ECONOMIQUES</b>						
<b>SOUS COMPOSANTE 2.1 : INFRASTRUCTURE DE DESENCLAVEMENT, STOCKAGE ET VALORISATION DES PRODUITS</b>						
<b><u>Volet Infrastructures de désenclavement</u></b>						
Piste réhabilitée	km	34	7	0	0%	0%
Embarcadère construit	Nb	9	1	0	0%	0%
Drague tractable acquise	Nb	1	1	0	0%	0%
Ouvrage de franchissement réhabilité	Nb	10	1	0	0%	0%
<b><u>Volet infrastructure de stockage et de valorisation des produits</u></b>						
Magasins de stockage de produits construits	Nb	12	0	0		0%
GCV construits	Nb	8	4	0		0%
Magasins de groupage de lot construits	Nb	4	0	0		0%
<b>SOUS COMPOSANTE 2.2 : Appui au PARTENARIAT OP/OM ET</b>						

## ACCES AUX SERVICES FINANCIERS

### Volet Organisation professionnelles des producteurs et appui au partenariat OP/OM

#### Volet Finance Rurale

Caisse IMF mis en place

Nb	8	4		0%	0%
----	---	---	--	----	----

Nombre membres

Nb	7800	3180	2803	88%	36%
----	------	------	------	-----	-----

*Dont femmes*

Nb		840	700	83%	
----	--	-----	-----	-----	--

Montant total de crédit octroyé

USD		384000	263000	68%	
-----	--	--------	--------	-----	--

## COMPOSANTE 3 : GESTION DU PROJET ET SUIVI

### EVALUATION

#### SOUS COMPOSANTE 3.1: COORDINATION ET GESTION DU PROJET

Réunions CROS et CNP réalisées

Nb		2	3	150%	
----	--	---	---	------	--

Visites de terrains CROS et CNP

Nb		1		0%	
----	--	---	--	----	--

Taux de réalisation du PTBA

%		100		0%	
---	--	-----	--	----	--

#### SOUS COMPOSANTE 3.2: SUIVI EVALUATION ET GESTION DES SAVOIRS

#### Volet suivi évaluation

Enquête ROR réalisée

Nb	3	1	0	0%	0%
----	---	---	---	----	----

Enquête sondage de rendement réalisée

Nb	30	5	0	0%	0%
----	----	---	---	----	----

#### Volet information communication

Dépliants, affiches, roll up élaborés

Nb		10	0	0%	
----	--	----	---	----	--

Emissions radiophoniques diffusées

Nb		5	0	0%	
----	--	---	---	----	--



## Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds au 28 février 2017

Bailleur de fonds	Préévaluation (en milliers d'USD)	Décaissements (en milliers d'USD)	Pourcentage décaissé
Prêt FIDA	34 427	1 894	5.5%
Don ASAP	6 006	80	1.33%
Prêt OFID	7 503	9	0.12%
Gouvernement	7 656	35	0.46%
Bénéficiaires	1 158	-	0.00%
<b>Total</b>	<b>56 750</b>	<b>2 017</b>	<b>3.55%</b>

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) au 28 février 2017

Composante	Prêt FIDA			Don ASAP			Prêt OFID			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
Composante 1	20 230	1 478	7.30%	5 803	76	1.31%	7 503	1		6 123	4	0.07%	1 158	-	0.00%	40 817	1 559	3.82%
Composante 2	6 064	3	0.05%	-	-	-	-	-		985	-	0.00%	-	-		7 049	3	0.04%
Composante 3	8 133	413	5.08%	203	4	1.97%	-	8		548	31	5.62%	-	-		8 884	456	5.13%
<b>Total</b>	<b>34 427</b>	<b>1 894</b>	<b>5.50%</b>	<b>6 006</b>	<b>80</b>	<b>1.33%</b>	<b>7 503</b>	<b>9</b>		<b>7 656</b>	<b>35</b>	<b>0.46%</b>	<b>1 158</b>	<b>-</b>	<b>0.00%</b>	<b>56 750</b>	<b>2 017</b>	<b>3.55%</b>

**Tableau 5C1: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS, au 28-02-2017)**

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Décaissements	En attente de décaissement	Solde	Décaissement (%)
	Dépôt initial		1 105 224,77		-1 105 224,77	non budgétisé
I	Consultations	6 360 000,00			6 360 000,00	0,00%
II	Travaux	7 240 000,00			7 240 000,00	0,00%
III	Equipements et matériels	3 320 000,00	1 117 866,79		2 202 133,21	33,67%
IV	Formation	1 660 000,00			1 660 000,00	0,00%
V	Salaires et indemnités	2 580 000,00			2 580 000,00	0,00%
VI	Coûts de fonctionnement	890 000,00			890 000,00	0,00%
	Non alloué	2 450 000,00	0,00		2 450 000,00	0,00%
	<b>Total</b>	<b>24 500 000,00</b>	<b>2 223 091,56</b>		<b>22 276 908,44</b>	<b>9,07%</b>

**Tableau 5C2: Décaissements de Don ASAP (en DTS, au 28-02-2017)**

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Décaissements	En attente de décaissement	Solde	Décaissement (%)
	Dépôt initial		583 426,32		-583 426,32	non budgétisé
I	Consultations	470 000,00			470 000,00	0,00%
II	Travaux	1 110 000,00			1 110 000,00	0,00%
III	Equipements et matériels	1 070 000,00			1 070 000,00	0,00%
IV	Formation	1 070 000,00			1 070 000,00	0,00%
V	Salaires et indemnités	80 000,00			80 000,00	0,00%
VI	Coûts de fonctionnement				0,00	
	Non alloué	400 000,00			400 000,00	0,00%
	<b>Total</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>583 426,32</b>		<b>3 616 573,68</b>	<b>13,89%</b>

**Tableau 5C3: Décaissements du prêt OFID (en USD, au 28-02-2017)**

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Décaissements	En attente de décaissement	Solde	Décaissement (%)
	Dépôt initial				0,00	non budgétisé
I	Aménagement et développement des infrastructures d'irrigation	6 370 000,00			6 370 000,00	0,00%
II	Mise en valeur économique du périmètre irrigué	860 000,00			860 000,00	0,00%
III	Coordination et gestion du Projet	270 000,00			270 000,00	0,00%
	<b>Total</b>	<b>7 500 000,00</b>			<b>7 500 000,00</b>	<b>0,00%</b>

## Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoire de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
<b>Section B.5</b>	Deux comptes désignés libellés en dollar des Etats-Unis (USD) destinés à recevoir les fonds provenant du prêt du Fonds et du don du Fonds fiduciaire ASAP sont ouverts au nom de l'emprunteur auprès de la Banque Centrale de Madagascar	Au début du Projet	Respecté	Les deux comptes désignés ont été ouverts conformément aux dispositions de l'accord de financement et les dépôts initiaux ont été reçus le 10 novembre 2016
<b>Section B.6</b>	L'emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du Projet en monnaie locale pour un montant équivalent à Sept millions sept cents mille dollar des Etats-Unis (7 700 000 USD). Ces fonds représentent la contribution monétaire de l'Emprunteur au financement du Projet sur ses ressources propres internes, ainsi que l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le projet. Un compte de Projet sera ouvert en monnaie locale auprès du Trésor public ou d'un établissement bancaire acceptable pour le Fonds afin de recevoir la contribution monétaire de l'Emprunteur.	Au cours de la mise en œuvre	Respecté	Pour la première année d'exécution, le Gouvernement de Madagascar a contribué en Ressources Propres Internes pour 575 millions MGA se répartissant comme suit : 500 millions MGA pour la contrepartie du prêt FIDA et du Don ASAP et 75 millions MGA pour la contrepartie du prêt OFID.
<b>Annexe 1 II A 2</b>	Le pilotage du Projet est assuré à deux niveaux : National et régional. L'orientation et le pilotage du Projet sont maintenus à travers un Comité national de pilotage (CNP) et des Comités régionaux d'orientation et de suivi (CROS)	Au début de Projet	Respecté	Les deux niveaux de pilotage du projet ont été créés conformément aux dispositions de l'accord de financement et sont opérationnels notamment au cours de la validation des PTBA du projet
<b>Annexe 3</b>	Recrutement. La reconduction du personnel d'AD2M et le recrutement du personnel additionnel nécessaire se feront sur la base de contrats renouvelables, ne pouvant, en toute hypothèse, excéder la durée du Projet. La sélection du personnel cadre du Projet se fera par voie d'appel d'offres national publié dans la presse selon les procédures actuelles de l'Emprunteur. Le personnel du Projet sera soumis à des évaluations de performances organisées annuellement. Il pourra être mis fin à leur contrat en fonction des résultats de ces évaluations. La décision de rompre les contrats du personnel cadre sera décidée en accord avec le	Au démarrage du Projet	En cours de finalisation	Le recrutement du personnel additionnel est en cours actuellement.

Section	Disposition	Date butoire de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
	Fonds.			
<b>CGAFDA</b> <b>Section 7.08</b>	L'assurance pour les biens et les constructions doit être financée par les fonds du financement conformément à des saines pratiques commerciales.	Pendant la mise en œuvre du projet	Non applicable	Les acquisitions de biens et équipement sont actuellement en cours.
<b>Section 8.03</b>	Rapport d'activités et examens à mi-parcours : a) L'agent principal, ou une autre partie désignée dans l'accord, remet au Fonds des rapports d'activités périodiques conformes en la forme et sur le fonds aux exigences du Fonds.	Semestriellement, Annuellement	Non applicable	Nous sommes actuellement au début du Projet.
<b>Section 9.03 a) et b)</b>	L'Emprunteur/ Le Bénéficiaire doit: a) faire vérifier, chaque année fiscale, par un commissaire aux comptes, les comptes relatifs au projet, conformément aux normes de vérification agréées par le Fonds et aux Directives du FIDA relatives à l'Audit des projets; b) remettre au Fonds dans les six (6) mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée conforme du rapport d'audit et lui soumettre la réponse à la lettre de recommandation des commissaires aux comptes dans le mois qui suit sa réception.	Annuellement	Non applicable	Nous sommes actuellement au début du Projet. Le processus de recrutement de l'auditeur n'est pas encore lancé. Les comptes à auditer concernent les exercices 2016/2017 et le premier rapport d'audit est attendu avant le 30 juin 2018.

## Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

### **Apprentissage et Innovation: Conclusion de l'atelier de lancement du don ASAP**

---

Les apprentissages et les innovations s'articulent autour des approches «faire-faire et faire avec» qui se sont avérés efficaces et probants lors de la première phase. Ainsi l'équipe du projet et ses partenaires vont consolider les dispositifs d'apprentissage et contribuer à la diffusion des innovations et des initiatives locales afin d'autonomiser les paysans producteurs, d'augmenter leurs revenus et renforcer leur capital humain (ex. formation) et social (ex. organisation paysanne). A ce stade de l'avancement du projet, l'UGP et leurs partenaires ont pris contact avec les bénéficiaires et amorcés les activités relatif à l'appui – conseil agricole.

Dans le cadre de cette première mission de supervision, un atelier de lancement ASAP a été organisé (14-15 mars) afin d'offrir, à l'équipe de projet et ses collaborateurs clés (les ONG de terrain et les partenaires nationaux et régionaux), un forum de discussion et d'échange sur la thématique de l'adaptation agricole et rurale aux changements climatiques. A la suite de l'ouverture de la séance par le Secrétaire Générale du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage; les présentations brèves sur l'état environnemental et les changements climatiques à Madagascar - et plus particulièrement dans les régions de Menabe et Melaky- ont donné lieu à des discussions riches. En effet, les participants ont démontré une bonne compréhension des enjeux inhérents au développement rurale et ont mis en exergue les déterminants et contraintes qui exacerbent la vulnérabilité des populations rurale causée par la dégradation environnementale et les changements climatiques. Ils ont émis ensuite des suggestions quant à la bonne mise en œuvre du projet. Une attention particulière a été accordée à la classification complexe des bénéficiaires (EAF 1, EAF 2 et EAF 3) et leurs stratégies d'adaptation aux changements climatiques. Sur base de leurs expériences de terrain, les participants ont recommandé la mise en pratique des principes opérationnels suivants:

- de consolider l'approche participative dans toutes les activités du projet et de répondre efficacement aux besoins des populations locales;
- le projet devrait partager les risques inhérents à l'adoption d'innovations sollicités par la population (coûts partagés...);
- de vulgariser et de diversifier les variétés de semences améliorées en fonction des écosystèmes;
- de créer des banques de semence communautaires;
- de soutenir l'émergence des paysans leaders pour diffuser à plus grande échelle les bonnes pratiques agricoles;
- de promouvoir l'intégration agriculture, élevage et pêche;
- de renforcer l'agriculture contractuelle;
- de cibler et promouvoir les jeunes;
- de favoriser des réseaux d'échanges d'expériences et de savoirs

---

### **Implication pour la mise en œuvre de la seconde phase d'AD2M**

---

En concertation avec l'équipe de projet ainsi que ses partenaires clés, il a été conclu de mettre l'accent sur l'approche participative et intégrée pour la promotion de systèmes de production diversifiés et résilients. En raison des changements climatiques et des effets anthropiques qui exacerbent la dégradation des ressources naturelles, il a été recommandé de mettre à jour l'inventaire de ressources en eau disponible et d'optimiser leur exploitation afin de satisfaire les besoins de la population croissante (en raison de la pression démographique et/ou des migrations). Enfin, grâce au financement ASAP, les dispositifs mobilisés (champ école paysan, micro-projet coupe de pouce, accès à la micro finance, etc...) devrait être modulés en fonction des effets de résilience spécifiques à chaque type d'exploitation agricole familiale.



## **Annexe 1: Documents Administratif et Financier**

# 1. Tableau d'exécution du PTBA au 28 février 2017

N°	SOUS-COMPOSANTE	2016			2017 (Jan-Mars)			TOTAL 2016-2017		
		PREVISION PTBA	REALISATION	%	PREVISION PTBA	REALISATION	%	PREVISION PTBA	REALISATION	%
1	SC-11 : Developpement d'infrastructures productives résilientes	134,39	65,94	49,07	3 470,47	27,83	0,80	3 604,86	93,77	2,60
2	SC-12 : Organisation et formation des producteurs	4,88	4,81	98,50	618,55	198,42	32,08	623,43	203,23	32,60
3	SC-13 : Appui aux services agricoles efficients	1 042,08	1 060,55	101,77	1 412,77	201,03	14,23	2 454,85	1 261,58	51,39
4	SC-21 : Infrastructures de désenclavement, stockage et valorisation des produits	0,55	0,23	41,05	587,12	0,00	0,00	587,67	0,23	0,04
5	SC-22 : Appui aux partenaires OP/OM et accès aux services financiers	1,20	1,39	115,63	348,16	1,13	0,33	349,36	2,52	0,72
6	SC-31 : Coordination et gestion de projet	292,52	191,20	65,36	908,42	264,23	29,09	1 200,94	455,42	37,92
7	S C-32 : Suivi évaluation et gestion de savoir	0,40	0,36	90,86	136,45	0,30	0,22	136,85	0,66	0,48
	TOTAL	1 476,02	1 324,47	89,73	7 481,94	692,94	9,26	8 957,96	2 017,41	22,52



## 2. Etats de Justification du compte désigné du prêt FIDA :

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE SPÉCIAL					Formulaire 104
Titre du Projet: <b>Projet d'Appui au Développement du Menabe et du Melaky</b>					
Prêt FIDA n° 2000001263 MG					
NUMÉRO DE COMPTE SPÉCIAL <b>2 156 020 5903</b> AUPRÈS DE LA BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR Antaninarenina Antananarivo					
1. MONTANT AVANCÉ PAR LE FIDA				\$EU	1 500 000,00
2. MOINS: MONTANT TOTAL RECOUVRE PAR LE FIDA				-\$EU	
3. ÉGAL EN COURS ACTUEL DE L'AVANCE AU COMPTE SPÉCIAL (1-3)				=\$EU	1 500 000,00
4. SOLDE DU COMPTE SPÉCIAL A LA DATE <b>(28/02/17)</b> RELEVÉ BANCAIRE CI-JOINT				\$EU	300 600,00
5. PLUS: SOLDE DE COMPTE DES OPÉRATIONS					
C.O. n° 01 570 713 0112 BOA Agence Antaninarenina au 28/02/17				+\$EU	46 984,36
C.O. n° 01 570 713 0148 BOA Agence Morondava au 28/02/2017 (2 713 368 792,29/ 3 321,45)				+\$EU	816 922,97
PLUS: ARGENT EN CAISSE					
Caisse Fida Tana au 28/02/17				+\$EU	
Caisse Fida Morondava au 28/02/17				+\$EU	
Sous total de 5:					863 907,33
TOTAL SOLDES DU COMPTE SPÉCIAL, COMPTE DU PROJET, COMPTE DES OPÉRATIONS ET ARGENT EN CAISSE (4+5)				=\$EU	1 164 507,33
6. PLUS: MONTANT DES DÉPENSES ELIGIBLES JUSTIFIÉES DANS LA DEMANDE JOINTE NUMÉRO CS				+\$EU	0,00
7. PLUS: MONTANT PAYÉE DU COMPTE SPÉCIAL, COMPTE D'OPÉRATION MAIS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ DEMANDÉ RAISON: Montant éligible pour lequel aucune DRF n'a pas encore été préparée				+\$EU	335 492,67
8. PLUS: MONTANTS DÉJÀ DEMANDÉS MAIS PAS ENCORE CRÉDITÉS À LA DATE DE RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDÉ APRÈS LA DATE DE RELEVÉ BANCAIRE					
	DRF N°	Date	\$USD	MONTANT	
TOTAL DES DEMANDES PRÉCÉDENTES PAS ENCORE CRÉDITÉS:				+\$EU	
9. MOINS: INTÉRÊTS COURUS CRÉDITÉS AU COMPTE				-\$EU	0,0%
10. ÉGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE JUSTIFIÉE (N° 4 À N° 9)				=\$EU	1 500 000,00
11. EXPLICATION DE TOUT ÉCART ENTRE LES TOTAUX INDIQUÉS AUX LIGNES 3 ET 10 CI-DESSUS				+\$EU	0,00

### 3. Etats de Justification du compte désigné du Don ASAP :

Titre do Projet:						Projet d'Appui au Développement du Menabe et du Melaky					
Don ASAP n° 2000001262 MG											
NUMÉRO DE COMPTE SPÉCIAL    2 156 020 5904 AUPRÈS DE LA BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR Antaninarenina Antananarivo											
1. MONTANT AVANCÉ PAR LE FIDA						\$EU	800 000,00				
2. MOINS: MONTANT TOTAL RECOUVRE PAR LE FIDA						-\$EU					
3. ÉGAL EN COURS ACTUEL DE L'AVANCE AU COMPTE SPÉCIAL (1-3)						= \$EU	800 000,00				
4. SOLDE DU COMPTE SPÉCIAL A LA DATE (28/02/17) RELEVÉ BANCAIRE CI-JOINT						\$EU	197 900,00				
5. PLUS: SOLDE DE COMPTE DES OPÉRATIONS											
C.O. n° 01 570 713 0124 BOA Agence Antaninarenina au 28/02/17						+\$EU	52 114,36				
C.O. n° 01 570 713 0151 BOA Agence Morondava au 28/02/2017 (1 567 254 653,30 / 3 334,73)						+\$EU	469 979,47				
PLUS: ARGENT EN CAISSE											
Caisse Fida Tana au 28/02/17						+\$EU					
Caisse Fida Morondava au 28/02/17						+\$EU					
Sous total de 5:							522 093,83				
TOTAL SOLDES DU COMPTE SPÉCIAL, COMPTE DU PROJET, COMPTE DES OPÉRATIONS ET ARGENT EN CAISSE (4+5)						= \$EU	719 993,83				
6. PLUS: MONTANT DES DÉPENSES ELIGIBLES JUSTIFIÉES DANS LA DEMANDE JOINTE NUMÉRO CS						+\$EU	0,00				
7. PLUS: MONTANT PAYÉE DU COMPTE SPÉCIAL, COMPTE D'OPÉRATION MAIS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ DEMANDÉ											
RAISON: Montant éligible pour lequel aucune DRF n'a pas encore été préparée						+\$EU	80 006,17				
8. PLUS: MONTANTS DÉJÀ DEMANDÉS MAIS PAS ENCORE CRÉDITÉS À LA DATE DE RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDÉ APRÈS LA DATE DE RELEVÉ BANCAIRE											
<div>DRF N°Date\$USDMONTANT</div>											
TOTAL DES DEMANDES PRÉCÉDENTES PAS ENCORE CRÉDITÉS:						+\$EU					
9. MOINS: INTÉRÊTS COURUS CRÉDITÉS AU COMPTE						-\$EU	0,0%				
10. ÉGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE JUSTIFIÉE (N° 4 À N° 9)						= \$EU	800 000,00				
11. EXPLICATION DE TOUT ÉCART ENTRE LES TOTAUX INDIQUÉS AUX LIGNES 3 ET 10 CI-DESSUS						+\$EU	0,00				

**4. Registre des DRF payées au 28 février 2017 sur le prêt FIDA n° 2000001263 MG,**

Libellé	CURR.	AMOUNT	VALUE DATE	CATEGORIE DE DEPENSES EN DTS						DI	TOTAL EN DTS
				CAT 1	CAT 2	CAT 3	CAT 4	CAT 5	CAT 6		
DPD 1	USD	1 000 000,00	23/09/2016			714 842,27					714 842,27
DI	USD	1 500 000,00	07/12/2016							1 105 224,77	1 105 224,77
DPD 3	JPY	61 821 239,00	02/02/2017			403 024,52					403 024,52
<b>TOTAL des DRFs et DPD payées au 28 février 2017</b>				-	-	1 117 866,79	-	-	-	1 105 224,77	2 223 091,56

**5. Registre des DRF payées au 28 février 2017 sur le Don ASAP n° 2000001262 MG,**

Libellé	CURR.	AMOUNT	VALUE DATE	CATEGORIE DE DEPENSES EN DTS						DI	TOTAL EN DTS
				CAT 1	CAT 2	CAT 3	CAT 4	CAT 5	CAT 6		
DI	USD	800 000,00	10/11/2016							583 426,32	583 426,32
<b>TOTAL des DRFs et DPD payées au 28 février 2017</b>				-	-	-	-	-	-	583 426,32	583 426,32

**NB: Aucune demande de reconstitution du compte spécial n'est encore envoyé par le Projet car le seuil de 30% du dépôt initial n'est pas encore atteint.**

## 6. Situation actuel du processus de recrutement du personnel:

A. Personnel clé	Situation du personnel				
	Nombre (Costab)	Personnel actuel	En cours de recrutement	Recruté	Autres
1. Coordonnateur du projet	1	1			
2. Responsable des opérations	1	1			
3. Responsable financier	1		1		
4. Responsable S&E	1	1			
5. Chef de cellule Mise en valeur agricole	1				1
6. Chef de cellule Infrastructure rurale	1	1			
7. Chef de cellule AOP et sécurisation foncière	1	1			
8. Chargé de Commercialisation	1				1
9. Chargé de Développement durable-climat	1			1	
10. Chargé de Passation de marchés	1		1		
11. Chef de cellule Logistique et administration	1	1			
<b>A.Subtotal Personnel clé</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

B. Personnel d'appui	Nombre	Personnel actuel	En cours de recrutement	Recruté	Autres
1. Comptables	2	1	1		
2. Assistant Suivi-Evaluation	2	1			1
3. Assistant mise en valeur agricole	1	1			
4. Assistant Infrastructure Rurale	1		1		
5. Assistant OP	1		1		
6. Assistant comptables	2	1	1		
7. Assistant en logistique	1	1			
8. Dessinateur - Topographe	1	1			
9. Secrétaire	1	1			
10. Chauffeurs	6	2			4
11. Gardiens	4	2			2
12. Femme de ménage	1	1			
13. Ingénieur GR Pôle	1	1			
14. Agronome Pôle	1		1		
15. Correspondante du projet	1	1			
<b>B.Subtotal Personnel d'Aui</b>	<b>26</b>	<b>14</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>7</b>

<b>C. Total Personnel (A.) + (B.)</b>	<b>37</b>	<b>20</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>9</b>
---------------------------------------	-----------	-----------	----------	----------	----------

**NB: La liste du personnel n'est pas encore complète comme le processus de recrutement est encore en cours.**

## **Annexe 2: Evaluation de la Gestion Financière**

## Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

<b>Pays:</b> Madagascar	<b>Identification du prêt/don:</b> Prêt FIDA (2000001263 MG), Don ASAP (2000001262 MG), Prêt OFID (1654P)
<b>Nom du projet:</b> AD2M 2	
<b>Organisme d'exécution:</b> Unité de Gestion du Projet	<b>CPM:</b> Ibrahim Bamba
<b>Responsable financier chargé de l'examen:</b> John Harivero RAMAMONJISOA Spécialiste en gestion financière	<b>Date de l'examen:</b> 19 mars 2017

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
<b>A. Risque inhérent</b>			
Deuxième phase d'un Projet exécuté au niveau régional avec un volume de financement doublé et une zone d'intervention étendue, dont l'une des régions est difficilement accessible.			
<b>B. Risque de contrôle</b>			
Projet avec un Staff adéquat en nombre mais dont une grande partie sera nouvellement recrutée au cours du processus actuel ; La maîtrise des procédures du FIDA est à confirmer pour le personnel comptable entre autres le Responsable Financier et Comptable (Un personnel clé).			
<b>1. Organisation et personnel</b>			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	M	La structure organisationnelle prévue est adéquate, mais une bonne partie du personnel ne sont pas encore recrutés en totalité.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	M	Le Manuel de procédures mis à jour qui en cours actuellement dispose de descriptions de tâches claires. Le manuel devrait être validé par le Comité National de Pilotage avant son envoi pour approbation du FIDA
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	M	Il est prévu d'avoir un Responsable Financier et Comptable, 2 comptables et Deux assistants comptables. Nous attendons la finalisation du recrutement.
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	M	La mise à jour du Manuel de procédures est en cours de finalisation.

<b>Objet</b>		<b>Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)</b>	<b>Problèmes/ Commentaires/ Recommandations</b>
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	F	Existence d'un système d'évaluation basée sur la performance de fréquence annuelle préconisée par l'accord de financement et repris par le Manuel de procédures.
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Le personnel est assuré.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Le personnel dispose d'un contrat de travail qui inclut les prévoyances sociales.
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	M	Oui, mais cette information sera étendue au staff à recruter.
<b>2. Budget</b>			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	F	PTBA consolidé pour les deux régions d'intervention et préparé à temps
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Oui
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Oui
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	Oui
<b>3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait</b>			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	M	La mise à disposition des fonds a connu un certain retard et les comptes désignés n'ont été alimentés qu'en novembre 2016.
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	F	Pour la première année d'exécution, le Gouvernement de Madagascar a contribué en Ressources Propres Internes pour 575 millions MGA se répartissant comme suit : 500 millions MGA pour la contrepartie du prêt FIDA et du Don ASAP et 75 millions MGA pour la contrepartie du prêt OFID.

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
c.	Efficacité des canaux de financement	M	Les dispositions de l'accord de financement demandant l'ouverture du compte désigné auprès de la banque centrale sont respectées. Les décrets relatif à la gestion des comptes du Projet ont été clarifiés par le Ministère des Finances et du Budget. Néanmoins, le système actuel étant nouveau, l'opérationnalisation nécessite un suivi rapproché du processus et des responsabilités.
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements	M	Idem – Point c ci-dessous.
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	Montant adéquat permettant la réalisation du PTBA des dix-huit premiers mois 2016/2017
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	Conforme
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	F	Conforme
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	Conforme
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	F	Conforme
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	F	Conforme
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	Conforme
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	M	Le premier PTBA du Projet est de 18 mois relatif aux exercices 2016/2017. Pris séparément, le taux



Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
			d'exécution du PTBA 2016 est de l'ordre de 89,73% et celui de 2017 est de 9,26% soit un taux de 22,52% pour 2016/2017. Le projet a du mal à lancer les activités au début notamment les passations de marché
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	
<b>4. Contrôles internes</b>			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	M	Le recrutement est encore en cours, ainsi, les fonctions sont encore réparties sur le personnel actuellement disponible.
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	M	Le manuel de procédures révisé prend en compte ces points. Mais, on attend sa finalisation.
c.	Respect du manuel financier	M	Idem
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Les financements autres que ceux du FIDA respectent les mêmes règles définies dans le manuel de procédures.
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Les outils sont en place comme il s'agit d'une deuxième phase d'un ancien Projet
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	F	Le manuel de procédures révisé prend en compte ces points. Mais, on attend sa finalisation.
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	Le manuel de procédures révisé prend en compte ces points. Mais, on attend sa finalisation.
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	Conforme
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	Conforme
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	F	Aucun problème majeur au début du Projet.
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	Conforme

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	F	Conforme
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	M	
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	F	Conforme
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diems versés au personnel)	F	Conforme
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	Conforme
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	Conforme
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	Conforme
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	Conforme
t.	Existence d'une unité de support IT en place	F	Conforme
<b>5. Procédures comptables</b>			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	Comptabilité d'exercice suivant les normes nationales en cohérence avec les IFRS
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	F	Conforme, la comptabilité est tenue avec le logiciel TOM2PRO
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/archivage)	F	Conforme
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	Conforme

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	Conforme
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	Comptabilité à jour
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	F	Conforme
<b>6. Rapports financier et suivi</b>			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	F	Situations financières (Budget vs Réalisation, Trésorerie,...) sorties mensuellement
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	N/A	Début du projet, on n'a pas encore pu vérifier.
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	N/A	Début du projet, on n'a pas encore pu vérifier.
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	N/A	Début du projet, on n'a pas encore pu vérifier.
<b>7. Audit interne</b>			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	E	Les dispositions d'audit interne font défaut, mais doivent être confiés à la CAPFIDA qui dispose déjà de manuel et de charte d'audit interne mais qui n'intervient pas encore au sein du Projet.
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	E	Idem
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	E	Idem
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	E	Idem
<b>8. Audit externe</b>			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	N.A	A vérifier au cours de l'audit des exercices 2016/2017
b.	Respect des termes de référence	N.A	A vérifier au cours de l'audit des exercices 2016/2017
c.	Ponctualité du rapport d'audit	N.A	A vérifier au cours de l'audit des exercices

<b>Objet</b>		<b>Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)</b>	<b>Problèmes/ Commentaires/ Recommandations</b>
			2016/2017
d.	Qualité de l'audit	N.A	A vérifier au cours de l'audit des exercices 2016/2017
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	N.A	A vérifier au cours de l'audit des exercices 2016/2017

## RESUME ET EVALUATION DU RISQUE FIDUCIAIRE DU PROJET

RUBRIQUE	EVALUATION DU RISQUE E/M/F	MESURE D'ATTENUATION PROPOSEE
Risque inhérent	M	
Risque de contrôle	M	
1. Organisation et personnel	M	Le recrutement est en cours. L'appréciation de plusieurs points nécessite la disponibilité de toute l'équipe au complet
2. Budget	F	
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	M	L'opérationnalisation des dispositions du décret sur le fonctionnement du compte désigné est un défi continu pour tous les projets à Madagascar. Le suivi rapproché est recommandé afin d'identifier au plus tôt les goulots d'étranglement.
4. Contrôles internes	M	Il faut attendre la mise en place effective de l'équipe pour bien vérifier l'efficacité des contrôles internes
5. Système, stratégie, procédures comptables	F	
6. Rapport et suivi	F	
7. Audit interne	E	L'opérationnalisation de la fonction d'audit interne par la CAPFIDA est nécessaire. Le dispositif pour la fonction d'audit interne doit être efficace et pleinement opérationnel
8. Audit externe	N/A	
Risque fiduciaire global du projet	M	